

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DU JEUDI 23 FÉVRIER 2023

Présents : Thierry LAGNEAU, Stéphane GARCIA (absent du point n°1 au point n°2, présent du point n°3 au point n°13), Sylviane FERRARO, Bernard RIGEADE, Pascale CHUDZIKIEWICZ, Dominique DESFOUR, Jacqueline DEVOS, Christian RIOU, Jean-François LAPORTE, Serge SOLER, Mireille PEREZ, Dominique ATTUEL, Magali CHARMET, Thierry ROUX, Emmanuelle ROCA, Patricia COURTIER, Raphaël GUILLERMAIN, Virginie BARRA, Clément CAMBIER, Sylvie CORDIER, Alexandra PIEDRA, Manon REIG, Maxence RAIMONT-PLA, Hélène BACCHIOCCHI TRINQUET, David BELLUCCI, Sandrine LAGNEAU

Excusé : Gérard ENDERLIN

Absent :

Représentés par pouvoir : Christelle PEPIN, Alain MILON, Cyrille GAILLARD, Vanessa ONIC, Cindy CLOP, Jaouad MARBOH

A été nommé secrétaire de séance : Monsieur Maxence RAIMONT-PLA

Les Conseillers formant la majorité des membres en exercice, conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT, il a été procédé à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil Municipal, Monsieur Maxence RAIMONT-PLA ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions qu'il a acceptées.

ADMINISTRATION GENERALE

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2023

Rapporteur : Thierry LAGNEAU

*Hélène TRINQUET souhaite que le procès-verbal du conseil municipal reprenne l'intégralité des débats.
Monsieur le Maire lui précise que le procès-verbal n'a pas vocation à reprendre l'intégralité des échanges.*

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 janvier 2023

*Adopté à la majorité
2 voix contre (Hélène BACCHIOCCHI TRINQUET, David BELLUCCI).*

2. COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Rapporteur : Thierry LAGNEAU

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE des décisions du Maire.

Prend acte

FINANCES

3. VERSEMENT D'UN ACOMPTE DE SUBVENTION 2023 A L'ECLA

Commission finances en date du 06 février 2023

Rapporteur : Pascale CHUDZIKIEWICZ

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le versement de 40% de la subvention de fonctionnement à l'ECLA en application de la convention pluriannuelle soit 12 000 €.

Adopté à l'unanimité

4 ne prenant pas part au vote (Jacqueline DEVOS, Virginie BARRA, Cyrille GAILLARD, Sylvie CORDIER)

4. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 DU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES ETABLI PAR LE COMPTABLE DU TRESOR

Commission finances en date du 06 février 2023

Rapporteur : Mireille PEREZ

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le compte de gestion du budget annexe des pompes funèbres du comptable public pour l'exercice 2022.

DECLARE que celui-ci, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Adopté à la majorité

2 abstentions (Hélène BACCHIOCCHI TRINQUET, David BELLUCCI).

URBANISME ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

5. SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DES SORGUES, 3EME CONTRAT DE RIVIERE, PARTAGE DES OBJECTIFS, DE LA STRATEGIE ET DU PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIONS

Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire en date du 7 février 2023

Rapporteur : Serge SOLER

Après en avoir délibéré,

PARTAGE les objectifs et la stratégie de ce 3ème Contrat de Rivière « Les Sorgues », ainsi que son programme prévisionnel d'actions, en particuliers les actions dont la commune de Sorgues est porteuse.

DIT que la finalisation de la troisième branche du Canal de Vaucluse est un préalable indispensable à un positionnement favorable de la commune pour l'élaboration d'un Programme d'Actions pour la Prévention des Inondations sur les Sorgues.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le 3ème Contrat de Rivière « Les Sorgues ».

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire ou son représentant pour prendre toutes les décisions, accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

6. SERVITUDE DE PASSAGE ET DE TREFONDS CONSENTIE A ENEDIS SUR LA PARCELLE COMMUNALE CADASTREE CB 39 RUE DU GENERAL ARNAULT

Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire du 7 Février 2023

Rapporteur : Thierry ROUX

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention de servitudes de passage et de tréfonds de la parcelle cadastrée CB 39 sise Rue du Général Arnault,

AUTORISE ENEDIS à verser à la commune, une indemnité unique et forfaitaire de 345 euros ;

AUTORISE le Maire à signer la convention de servitude de passage et de tréfonds ;

PRECISE que tous les frais liés à l'établissement de l'acte authentique seront à la charge d'ENEDIS.

Adopté à l'unanimité

7. APPROBATION DE L'ACCORD CADRE ET DES TRANSACTIONS CESSION/ACQUISITION OBJETS DUDIT ACCORD

Commission Urbanisme et Aménagement du territoire en date du 7 février 2023
Rapporteur : Pascale CHUDZIKIEWICZ

Les élus d'opposition de la liste « Un autre avenir pour Sorgues » déposent un projet d'amendement au rapport n°7 relatif à la réalisation de travaux de sécurisation de l'accès direct sur la RD907.

Monsieur le Maire met au vote l'acceptation de cet amendement.

Amendement rejeté à la majorité

2 votes pour (Hélène BACCHIOCCHI TRINQUET, David BELLUCCI).

Hélène TRINQUET insiste sur l'importance de la sécurisation de ce secteur.

Monsieur le Maire lui répond qu'un travail est en cours dans le cadre, notamment, de la création d'un giratoire sous l'égide du département.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE l'accord cadre,

ACQUIERT à titre gracieux les équipements communs de l'Impasse des Poudriers correspondant au lot 01 de la parcelle cadastrale n° CW 160 d'une contenance d'environ 703 m²,

CONSTATE l'affectation de l'impasse des Poudriers à l'usage direct du public

PRONONCE son classement dans le domaine public communal,

MET A DISPOSITION de la Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat par délibérations concordantes les biens rétrocédés,

ACQUIERT à titre gracieux :

- le stade de football, partie de la parcelle CW 170 d'une contenance d'environ 21423 m²
- les parcelles CW 20 et CW 71 d'une contenance respective d'environ 3 344 m² et 4 356 m²

CEDE une partie du chemin des Combes d'une contenance de 7 567 m² au prix de 17 000 euros à la société EURENCO, sous réserve de la formalisation du droit de passage au bénéfice de la CNR

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier et à accomplir toutes les démarches administratives nécessaires,

DIT que :

- Ces transactions seront régularisées par-devant notaire par acte authentique,
- Cette opération bénéficie des dispositions de l'article 1042 du code Général des impôts,
- Tous les frais liés à cette prise en charge seront supportés par les sociétés SNPE et EURENCO.

Adopté à l'unanimité

2 ne prenant pas part au vote (Dominique DESFOUR, Jean-François LAPORTE)

8. CITE DES GRIFFONS : ACQUISITION D'UN APPARTEMENT VACANT APPARTENANT A LA SCI L'ACANTHE

Commission Urbanisme et Aménagement du territoire en date du 7 février 2023
Rapporteur : Jean-François LAPORTE

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'acquérir cet appartement de type 3 vacant situé au 3^{ème} étage du bâtiment J appartenant à la SCI l'ACANTHE, moyennant la somme de 16 000 € TTC.

APPROUVE la promesse de vente concrétisant cet accord,

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches administratives nécessaires et pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier,

DIT que :

- cette opération bénéficie des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts modifié par l'article 21 de la loi de finance de 83,
- ce dossier sera régularisé par acte authentique devant notaire,
- la dépense sera inscrite au budget de la Commune.

Adopté à l'unanimité

9. MISE A DISPOSITION DE LA VOIRIE DU LOTISSEMENT «LES FAYSES » A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LES SORGUES DU COMTAT

Commission Urbanisme et Aménagement du territoire en date du 07 février 2023,
Rapporteur : Pascale CHUDZIKIEWICZ

Après en avoir délibéré,

MET A DISPOSITION de la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat, par délibérations concordantes, ces biens rétrocédés,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier et à accomplir toutes les démarches administratives nécessaires,

Adopté à l'unanimité

SPORT

10. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU COMITE DE VAUCLUSE DE TENNIS

Commission Finances en date du 06 février 2023
Rapporteur : Serge SOLER

Hélène TRINQUET s'interroge sur l'impact de l'évènement pour la Ville ; elle s'interroge également sur l'existence d'un règlement déterminant l'octroi des subventions aux associations.

Monsieur le Maire lui indique que ce tournoi revêt une dimension nationale, voire internationale. La Ville de Bollène, qui co-accueille l'évènement, a voté la même somme. Il précise que les subventions répondent à plusieurs critères dans le cadre de dossiers de demandes, les montants alloués sont donc justes et raisonnables.

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le versement d'une subvention de fonctionnement exceptionnelle au comité de Vaucluse de tennis d'un montant de 4 000 €.

DIT que les crédits sont inscrits au budget principal 2023 sur l'imputation comptable 65748.

Adopté à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

11. DELIBERATION AUTORISANT LA CREATION DE CONTRATS NON PERMANENTS (EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3 1°) DE LA LOI N° 84-53 DU 26/01/1984 : CONTRAT D'UNE DUREE MAXIMALE DE 12 MOIS COMPTE TENU DES RENOUVELLEMENTS PENDANT UNE MEME PERIODE DE 18 MOIS CONSECUTIFS)

Rapporteur : Thierry LAGNEAU

Après en avoir délibéré,

DECIDE de créer 3 emplois non permanents tel que présentés ci-dessus.

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de postes créés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Adopté à l'unanimité

12. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS THEORIQUES DU PERSONNEL COMMUNAL

Rapporteur : Thierry LAGNEAU

Après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier le tableau des effectifs du personnel communal en tenant compte de la nécessité :

- Créer un poste d'adjoint technique à temps complet, un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet et un poste d'adjoint technique à 28h,

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de ces postes transformés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Adopté à l'unanimité

13. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS THEORIQUES DU PERSONNEL COMMUNAL

Rapporteur : Thierry LAGNEAU

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération n° DEL_2022_238 du 15 décembre 2022

DECIDE de modifier le tableau des effectifs du personnel communal en tenant compte des besoins des services et de créer :

| |
|---|
| 2 postes d'Educateurs jeunes enfants de classe exceptionnelle |
| 1 poste de technicien principal de 2 ^{ème} classe |
| 1 poste d'éducateur APS principal de 2 ^{ème} classe |
| 1 poste d'ATSEM principal de 1 ^{ère} classe à 32h12 |
| 4 postes d'adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe |
| 5 postes d'adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| 1 poste d'auxiliaire puéricultrice de classe supérieure. |
| 1 poste d'adjoint administratif |

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de ces postes transformés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Adopté à l'unanimité

QUESTIONS ORALES ET DIVERSES

- 1) David BELLUCCI se félicite de la destruction de l'ancienne maison du parc et s'interroge sur les suites à donner. Serge SOLER lui répond que l'objectif premier est la sécurisation du site.
- 2) David BELLUCCI interroge Monsieur le Maire concernant sa demande de transmission d'informations adressée par courrier (repas seniors, fiches satisfaction cantines...)
Monsieur le Maire lui répond que le courrier de réponse lui a été adressé il y a déjà plusieurs semaines.
- 3) David BELLUCCI s'interroge sur la baisse des primes du SITTEU.
Monsieur le Maire lui répond qu'il s'agit d'une volonté de diminuer ces primes pour le moment.

Sorgues, le

Le Maire

Thierry LAGNEAU

Le secrétaire de séance

Maxence RAIMONT-PLA

REGLEMENT INTERIEUR

DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf :

- Loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République
- Loi du 27 février 2002 relative à la « démocratie de proximité »
- Loi du 27 décembre 2019 « Engagement et proximité »
- Ordonnance du 7 octobre 2021 relative à la publicité des actes

Objet :

- Fonctionnement interne du Conseil Municipal dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Sommaire

Chapitre I : Réunion du conseil Municipal

- Article 1 : Périodicité des séances
- Article 2 : Convocations
- Article 3 : Ordre du jour
- Article 4 : Accès aux dossiers
- Article 5 : Questions orales
- Article 6 : Questions écrites

Chapitre II : Commissions et comités consultatifs

- Article 7 : Commissions municipales
- Article 8 : Fonctionnement des commissions municipales
- Article 9 : Commissions consultatives des services publics locaux
- Article 10 : Commission communale d'accessibilité aux personnes handicapées
- Article 11 : Commission d'appels d'offres
- Article 12 : Groupes politiques

Chapitre III : Tenue des séances du conseil municipal

- Article 13 : Présidence
- Article 14 : Quorum
- Article 15 : Mandats

Article 16 : Secrétariat de séance
Article 17 : Accès et tenue du public
Article 18 : Enregistrement des débats
Article 19 : Enregistrement à huis clos
Article 20 : Police de l'assemblée

Chapitre IV : Débats et votes des délibérations

Article 21 : Déroulement de la séance
Article 22 : Débats ordinaires
Article 23 : Amendements
Article 24 : Débat d'orientation budgétaire
Article 25 : Suspension de séance
Article 26 : Votes
Article 27 : Clôture de toute discussion

Chapitre V : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 28 : Liste des délibérations
Article 29 : Procès-verbal
Article 30 : Registre des délibérations

Chapitre VI : Droit d'expression

Article 31 : Le droit d'expression des élus d'opposition
Article 32 : Le droit d'expression des élus de la majorité

Chapitre VII : Dispositions diverses

Article 33 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux
Article 34 : Retrait d'une délégation à un adjoint
Article 35 : Modification du règlement
Article 36 : Application du règlement

CHAPITRE I :

Réunions du conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Article L. 2121-7 CGCT : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12, dans les communes de 3 500 habitants et plus, la convocation est adressée aux membres du conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.

Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre.

Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Toutefois, dans une commune nouvelle régie par les dispositions du chapitre III du titre Ier du présent livre, le conseil municipal peut décider qu'une ou plusieurs de ses réunions auront lieu dans une ou plusieurs annexes de la mairie, sous réserve que, chaque année, au moins deux de ses réunions se tiennent à la mairie de la commune nouvelle. Le public est avisé de cette décision par tout moyen de publicité au choix du maire, au minimum quinze jours avant la tenue de ces réunions.

Article L. 2121-9 CGCT : Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice dans les communes de 1 000 habitants et plus et par la majorité des membres du conseil municipal dans les communes de moins de 1 000 habitants.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

En principe, une réunion mensuelle aura lieu le troisième ou quatrième jeudi du mois à 18h30.

Article 2 : Convocations

Article L. 2121-10 CGCT : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient, au centre administratif. A titre exceptionnel, et sur Arrêté du Maire, la séance du conseil municipal pourra se tenir dans un autre lieu adapté.

L'envoi des convocations aux membres du conseil municipal est effectué par courriel à l'adresse qu'ils ont indiquée au secrétariat de l'assemblée, via la plateforme iXbus (module iXconvocation) qui permet d'horodater la convocation.

En cas de demande expresse de la part d'un conseiller, la convocation peut lui être transmise par courrier traditionnel à l'adresse de son choix.

Article L. 2121-12 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le présent article est également applicable aux communes de moins de 3 500 habitants lorsqu'une délibération porte sur une installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 4 : Accès aux dossiers

Article L. 2121-13 CGCT : Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Article L. 2121-13-1 CGCT : La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale.

Article L. 2121-12 alinéa 2 CGCT : Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Article L. 2121-26 CGCT : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des délibérations et des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.

Durant les cinq jours précédant la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers inscrits à l'ordre du jour du conseil municipal, en mairie uniquement et aux heures ouvrables. La demande écrite sera faite auprès du Directeur Général des Services.

De la même manière, toute autre question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire de manière écrite sous couvert du Directeur Général des Services.

De nombreuses informations sont disponibles sur le site de la ville, notamment via l'open data. Pour les autres documents, la reproduction sera aux frais du demandeur au tarif délibéré (article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration).

Article 5 : Questions orales

Article L. 2121-19 CGCT : Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et concernant les affaires de la commune. Lors de chaque séance du conseil municipal, les conseillers municipaux peuvent poser des questions orales.

Le texte de ces questions orales doit néanmoins faire l'objet d'un double dépôt écrit auprès du cabinet du Maire et de la Direction Générale des Services, 48 heures au moins avant la séance du Conseil municipal à l'occasion de laquelle ces questions seront posées.

Ce dépôt est acté par un accusé de réception. Les questions déposées hors délai sont renvoyées à la séance suivante.

La question déposée est présentée, en séance, par son auteur. Cette présentation doit être pertinente et ne pas s'éloigner de l'objet de la question déposée.

Le Maire ou l' élu délégué apporte les éléments de réponse que le délai de 48 heures a permis de collecter.

L' auteur de la question orale ne peut pas intervenir à nouveau sur la même question après réponse du Maire ou de l' élu délégué.

Suivant la nature et la technicité du sujet, la réponse à ces questions pourra être reportée par le président de séance à une réunion ultérieure du conseil municipal. Si l' objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions municipales concernées.

Article 6 : Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l' action municipale.

Ces questions écrites doivent être déposées en mairie au moins 15 jours avant la date du conseil municipal suivant.

CHAPITRE II :

Commissions et comités consultatifs

Article 7 : Commissions municipales

Article L. 2121-22 CGCT : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d' étudier les questions soumises au conseil soit par l' administration, soit à l' initiative d' un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d' appel d' offres et les bureaux d' adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l' expression pluraliste des élus au sein de l' assemblée communale.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

| COMMISSIONS MUNICIPALES | NOMBRE DE MEMBRES |
|---|--------------------------|
| Commission Finances | 9 membres titulaires |
| Commission Travaux | 9 membres titulaires |
| Commission Politique de la Ville, Jeunesse et Santé | 9 membres titulaires |
| Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire | 9 membres titulaires |
| Commission Sécurité et Circulation | 9 membres titulaires |
| Commission Education et Périscolaire | 9 membres titulaires |

| | |
|---|-----------------------|
| Commission Sociale | 9 membres titulaires |
| Commission Animations, Fêtes et Marchés | 9 membres titulaires |
| Commission Culture | 9 membres titulaires |
| Commission Sport | 9 membres titulaires |
| Commission Développement Durable | 13 membres titulaires |
| Commission Groupe de révision du PLU | 6 membres titulaires |

Le nombre de membres indiqué ci-dessus ne comprend pas le Maire, président de droit.

Article 8 : Fonctionnement des commissions municipales

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et élit ceux qui y siégeront.

Chaque commission est composée selon le principe de représentation proportionnelle reflétant la composition de l'assemblée municipale et assurant à chacune des tendances représentées en son sein, la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, sans que les différentes tendances ne bénéficient nécessairement toujours d'un nombre de représentant strictement proportionnel au nombre de conseillers municipaux qui les composent.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

Les membres de la commission n'ont pas de remplaçants ni de suppléants.

Les commissions se réunissent pour examiner les questions relevant de leur compétence. Chaque commission est assistée dans ses travaux par des fonctionnaires au titre de leurs expertises techniques.

Il est dressé un rapport sur la réunion constatant les présents, les sujets et les avis émis.

Les sujets relevant d'une saisine du Conseil Municipal reçoivent, en réunion, un rapporteur.

La commission se réunit sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation accompagnée de l'ordre du jour est adressée à chaque conseiller, sous forme d'un courriel ou d'un courrier si la demande est expressément formulée, 3 jours avant la tenue de la réunion. Les débats portent exclusivement sur l'ordre du jour.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

En principe, toute affaire soumise au Conseil municipal est étudiée en commission. Il peut y être dérogé, par le Maire, notamment en cas d'urgence ou d'absence de commission idoine.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Elles formulent un avis sur les affaires présentées. Cet avis est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

Article 9 : Commissions consultatives des services publics locaux

Article L. 1413-1 CGCT :

Les régions, la collectivité de Corse, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. Les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants peuvent créer une commission consultative des services publics locaux dans les mêmes conditions.

Cette commission, présidée par le maire, le président du conseil départemental, le président du conseil régional, le président du conseil exécutif pour la collectivité de Corse, le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;*
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;*
- 3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;*
- 4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.*

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;*
- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;*
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;*
- 4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.*

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente (1).

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

La création de la commission consultative des services publics locaux est rendue obligatoire pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Un règlement intérieur de la commission consultative des services publics locaux est approuvé par le Conseil Municipal lors de la création de cette commission

Les travaux de la commission consultative des services publics donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis au maire et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil municipal.

Les rapports émis par les commissions consultatives des services publics locaux ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à l'assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Article 10 : Commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Article L. 2143-3 CGCT : Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L. 1112-1 du code des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L. 111-7-5 du code de la construction et de l'habitation concernant des établissements recevant du public situés sur le territoire communal.

Elle est également destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L. 111-7-9 du code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un établissement recevant du public situé sur le territoire communal.

Pour les services de transport ferroviaire, la commission est destinataire des schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L. 1112-2-1 du code des transports quand ils comportent un ou plusieurs établissements recevant du public situés sur le territoire communal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus au I de l'article L. 1112-2-4 du même code.

La commission communale et la commission intercommunale pour l'accessibilité tiennent à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal ou intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil municipal et est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Le maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

La création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale. Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.

Les établissements publics de coopération intercommunale de moins de 5 000 habitants peuvent créer une commission intercommunale pour l'accessibilité. Présidée par le président de cet établissement, elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les communes peuvent créer librement une commission intercommunale pour l'accessibilité. Celle-ci exerce, pour l'ensemble des communes volontaires, les missions d'une commission communale, dans la limite des compétences transférées, le cas échéant, par l'une ou plusieurs d'entre elles à un établissement public de coopération intercommunale. Elle est alors présidée par l'un des maires des communes concernées, ces derniers arrêtant conjointement la liste de ses membres.

Il est créé une commission composée notamment de représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

Le Maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

Article 11 : Commissions d'appels d'offres

Article L. 1414-2 CGCT : Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de

l'article L. 1411-5. Toutefois, pour les marchés publics passés par les offices publics de l'habitat, la commission d'appel d'offres est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation applicables aux commissions d'appel d'offres des organismes privés d'habitations à loyer modéré.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.

Les délibérations de la commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Article L. 1414-5 CGCT : Une commission ouvre les plis contenant les candidatures ou les offres et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

II.-La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

b) Lorsqu'il s'agit d'une commune de moins de 3 500 habitants, par le maire ou son représentant, président, et par trois membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

La composition et les conditions d'intervention de la commission d'appel d'offres ont été insérées au Code Général des Collectivité Territoriales après une réforme du droit de la commande publique. Cependant, certaines règles de fonctionnement figurant dans le code des

marchés publics abrogés n'ont pas été reprises. Aussi, le Conseil Municipal délibère pour l'approbation d'un règlement intérieur de cette Commission. Cette approbation permet d'établir une base juridique opposable et prévenir ainsi toute contestation quant à son application.

Le mode de fonctionnement antérieur est repris dans ce règlement: délai de convocation de 5 jours francs, remplacement occasionnel des titulaires par les suppléants et voix prépondérante du Président en cas de partage des voix.

Elle est composée du Maire ou son représentant et de 5 membres titulaires et de 5 suppléants.

Article 12 : Groupes politiques

Les conseillers peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration adressée au Maire, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres. Chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais il ne pourra faire partie que d'un seul.

Tout groupe politique doit réunir au moins deux conseillers municipaux.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du Maire. Ce dernier en donne connaissance au Conseil Municipal qui suit cette information.

CHAPITRE III :

Tenue des séances du conseil municipal

Article 13 : Présidence

Article L. 2121-14 CGCT : Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Article L. 2122-8 CGCT : La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal. Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé. Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires lorsque le conseil municipal est incomplet.

Si, après les élections, de nouvelles vacances se produisent, le conseil municipal procède néanmoins à l'élection du maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers ou plus de ses membres ou compte moins de cinq membres.

Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul adjoint, le conseil municipal peut décider, sur la proposition du maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil municipal a perdu le tiers ou plus de son effectif légal ou compte moins de cinq membres.

Lorsqu'une vacance du maire ou des adjoints intervient après le 1er janvier de l'année qui précède le renouvellement général des conseils municipaux, il n'est procédé aux élections nécessaires avant l'élection du maire ou des adjoints que si le conseil municipal a perdu le tiers ou plus de ses membres ou s'il compte moins de quatre membres.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.

Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 14 : Quorum

Article L. 2121-17 CGCT : Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 15: Mandats

Article L. 2121-20 CGCT : Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 16 : Secrétariat de séance

Article L. 2121-15 CGCT : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins.

Article 17 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1^{er} CGCT : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 18 : Enregistrement des débats

Article L. 2121-18 alinéa 3 CGCT : Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Les séances sont enregistrées sur clef USB et sur le serveur.

Article 19 : Séance à huis clos

Article L. 2121-18 alinéa 2 CGCT : Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse ne peuvent y participer.

Article 20 : Police de l'assemblée

Article L. 2121-16 CGCT : Le maire a seul la police de l'assemblée.

*Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.
En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.*

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires ...), le maire en dresse procès verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV :

Débats et votes des délibérations

Article L. 2121-29 CGCT : Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 21 : Déroulement de la séance

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le maire fait procéder à l'approbation du procès-verbal de la séance précédente, puis rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Article 22 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 20.

Au-delà de 15 minutes d'intervention, le maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 23 : Amendements

Les amendements (modifications non substantielles d'un rapport) ou contre-projets (rapports contraires) peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal.

Les amendements ou contre-projets peuvent être présentés par écrit au maire au plus tard à l'ouverture de la séance du Conseil Municipal ou oralement en cours de séance.

Le conseil municipal met en délibération ces amendements, les rejette ou les renvoie à la commission compétente.

Article 24 : Débat d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 CGCT : Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

Le débat d'orientation budgétaire a lieu lors d'une séance réservée à cet effet. Il donne lieu à délibération qui acte la tenue du débat et est enregistré au procès verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseillers en mairie 5 jours au moins avant la séance. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Le Maire présente les orientations et la situation financières. Les élus s'expriment à leur tour sur cette présentation. Le Maire conclut les débats.

Article 25 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Maire. Le Maire peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller ou des membres du conseil.

Il revient au maire de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 26 : Votes

Article L. 2121-20 CGCT : (...) Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Article L. 2121-21 CGCT : Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Le conseil municipal doit voter de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le Maire et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants « pour », le nombre de votants « contre », le nombre d'abstentions et le nombre de « ne prend pas part au vote ».

Le vote du compte administratif présenté annuellement par le Président désigné par le conseil municipal doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 27 : Clôture de toute discussion

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.

Il appartient au Maire seul de mettre fin aux débats.

CHAPITRE V : Compte rendu des débats et des décisions

Article 28 : Liste des délibérations

Article L. 2121-25 CGCT : Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

Article 29 : Procès-verbal

Article L. 2121-15 CGCT alinéas 3 à 6 : Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal sous forme synthétique.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption, par une délibération propre, à la séance qui suit son établissement. Il est ensuite signé par le Maire et par le secrétaire de séance.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Le procès-verbal est dressé par le secrétaire de séance.

Il doit contenir :

- la date et l'heure de la séance,
- les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance,
- le quorum,
- l'ordre du jour de la séance,
- les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées,
- les demandes de scrutin particulier,
- le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote,
- la teneur des discussions au cours de la séance.

Le procès-verbal retrace l'acte officiel de la séance.

Le procès-verbal est publié sur le site internet de la Ville dans la semaine qui suit son approbation par le Conseil municipal. Un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

Article 30 : Registre des délibérations

*Article L. 2121-23 CGCT : Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.
Elles sont signées par le maire et le ou les secrétaires de séance.*

Article R2121-9 CGCT : (..) Chaque feuillet clôturant une séance rappelle les numéros d'ordre des délibérations prises et comporte la liste des membres présents et une place pour la signature du maire et du ou des secrétaires de séance. (..)

CHAPITRE VI : Droit d'expression

Article 31 : Le droit d'expression des élus d'opposition

Conformément à la « loi dite démocratie de proximité du 27 février 2002 », un droit d'expression dans le support d'information « Sorgues Magazine » est ouvert au bénéfice des élus d'opposition. La fréquence d'expression sera identique à celle de la périodicité du support (Actuellement bimestrielle).

A - Modalités :

L'espace d'expression, sera de 1/3 de page de Sorgues Magazine

- Format du bloc texte L : 190 X H 70
- police utilisé : Helvética LT standard condensed corps 10 interlignage 12
- Nombre de caractères : 1970 (signature et espaces compris)
- Les textes devront être transmis 12 jours avant parution à l'attention de M. le directeur de la rédaction à l'adresse suivant : l.martin@sorgues.fr
- Un Email sera adressé à chaque liste 3 semaines avant la date de parution

B - Litiges :

- Si le texte n'est pas livré dans les délais, l'espace sera laissé vide avec la mention

« *Texte non parvenu* »

- Si le texte dépasse le nombre de caractères convenu, il sera renvoyé par le directeur de publication pour rectification et publié s'il respecte le nombre de caractères. Dans le cas contraire l'espace sera laissé vide avec la mention

« *Texte non conforme au règlement* »

- Si le contenu du texte n'est pas conforme au droit, injurieux, diffamatoire ou de risques de trouble à l'ordre public, le directeur de la publication demandera par écrit une rectification avant publication.

Si l'auteur persiste l'espace sera laissé vide avec la mention

« Texte non conforme à la législation en vigueur »

C - Autres :

En cas de suppression du support de communication, « expression libre » sera également stoppée.

Article 32 - Le droit d'expression des élus de la majorité.

Dans le même esprit le droit d'expression de la majorité s'applique selon les mêmes modalités.

CHAPITRE VII :

Dispositions diverses

Article 33 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux

Article L. 2121-27 CGCT : Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, dans un délai maximum de 2 mois. Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.

Les locaux sont situés à l'adresse suivante : Mairie de Sorgues, centre administratif, route d'Entraigues 84700 SORGUES.

Article 34 : Retrait d'une délégation à un adjoint

Article L. 2122-18 alinéa 3 CGCT : Lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint, privé de délégation par le maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

Article 35 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 36 : Application du règlement

Le présent règlement est applicable dès le conseil municipal du 11 juin 2020.

Il devra être adopté à chaque renouvellement du conseil municipal, dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|--|---------------------------|----------|---------------|----------|---------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 24 325 816,31 | G | 27 530 997,79 |
| | Section d'investissement | B | 6 756 995,22 | H | 8 219 503,37 |

| | | | | | |
|---------------------------------|--|---|------------------------------|---|-------------------------------|
| | | + | | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 3 156 311,29 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 1 645 403,17 (si déficit) | J | 0,00 (si excédent) |

| | | | | | |
|---|--|-----------|---------------|-----------|---------------|
| | | = | | = | |
| TOTAL (réalisations + reports) | | = A+B+C+D | 32 728 214,70 | = G+H+I+J | 38 906 812,45 |

| | | | | | |
|--|--|-------|--------------|-------|--------------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 2 070 571,50 | L | 1 750 906,54 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 2 070 571,50 | = K+L | 1 750 906,54 |

| | | | | | |
|--------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 24 325 816,31 | = G+I+K | 30 687 309,08 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 10 472 969,89 | = H+J+L | 9 970 409,91 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 34 798 786,20 | = G+H+I+J+K+L | 40 657 718,99 |

DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | | Titres restant à émettre | |
|--|--|------------------------------------|--------------|--------------------------|--------------|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E | 0,00 | K | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | | 0,00 | | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | | 0,00 | | |
| 014 | Atténuations de produits | | 0,00 | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | | 0,00 | | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | | 0,00 | | |
| 66 | Charges financières | | 0,00 | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | | 0,00 | | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F | 2 070 571,50 | L | 1 750 906,54 |
| 010 | Stocks (4) | | 0,00 | | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 130 357,37 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | | 1 750 906,54 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | 0,00 | | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | 48 811,40 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 568 963,22 | | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|---|---------------------------------|--------------------------|
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 308 064,21 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 14 375,30 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

| | |
|--|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES | A2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|--|------------------------------------|--|----------------------|----------------------------------|---------------------|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 4 527 833,14 | 4 051 541,40 | 236 691,52 | 0,00 | 239 600,22 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 14 704 950,44 | 14 628 011,74 | 813,00 | 0,00 | 76 125,70 |
| 014 | Atténuations de produits | 281 491,00 | 278 491,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 443 271,06 | 3 226 369,97 | 936,00 | 0,00 | 215 965,09 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 22 957 545,64 | 22 184 414,11 | 238 440,52 | 0,00 | 534 691,01 |
| 66 | Charges financières | 80 086,67 | 73 072,06 | 0,00 | 0,00 | 7 014,61 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 265 360,00 | 258 046,76 | 1 065,20 | 0,00 | 6 248,04 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 20 000,00 | 0,00 | | | 20 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 23 322 992,31 | 22 515 532,93 | 239 505,72 | 0,00 | 567 953,66 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (2) | 5 805 283,91 | | | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (2) | 1 411 704,07 | 1 570 777,66 | | | -159 073,59 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (2) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 7 216 987,98 | 1 570 777,66 | | | 5 646 210,32 |
| TOTAL | | 30 539 980,29 | 24 086 310,59 | 239 505,72 | 0,00 | 6 214 163,98 |
| Pour information | | (3) 0,00 | | | | |
| D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 | | | | | | |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|--|--|------------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|----------------------|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 145 000,00 | 173 094,89 | 0,00 | 0,00 | -28 094,89 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 1 015 000,00 | 1 186 797,52 | 63 762,47 | 0,00 | -235 559,99 |
| 73 | Impôts et taxes | 19 888 871,00 | 20 552 604,99 | 6 491,29 | 0,00 | -670 225,28 |
| 74 | Dotations et participations | 3 808 632,00 | 4 227 502,28 | 0,00 | 0,00 | -418 870,28 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 723 500,00 | 801 227,34 | 0,00 | 0,00 | -77 727,34 |
| Total des recettes de gestion courante | | 25 581 003,00 | 26 941 227,02 | 70 253,76 | 0,00 | -1 430 477,78 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 1 589 000,00 | 386 666,86 | 120,00 | 0,00 | 1 202 213,14 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 10 000,00 | 3 767,20 | | | 6 232,80 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 27 180 003,00 | 27 331 661,08 | 70 373,76 | 0,00 | -222 031,84 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (2) | 203 666,00 | 128 962,95 | | | 74 703,05 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (2) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 203 666,00 | 128 962,95 | | | 74 703,05 |
| TOTAL | | 27 383 669,00 | 27 460 624,03 | 70 373,76 | 0,00 | -147 328,79 |
| Pour information | | (3) 3 156 311,29 | | | | |
| R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 | | | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|-------|---|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 626 434,23 | 234 889,91 | 48 811,40 | 342 732,92 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 936 398,42 | 361 111,04 | 568 963,22 | 6 324,16 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 8 723 627,28 | 4 660 278,52 | 1 308 064,21 | 2 755 284,55 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 624 003,27 | 186 041,67 | 14 375,30 | 423 586,30 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 10 910 463,20 | 5 442 321,14 | 1 940 214,13 | 3 527 927,93 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 150 000,00 | 0,00 | 130 357,37 | 19 642,63 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 607 140,46 | 605 840,46 | 0,00 | 1 300,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| | Total des dépenses financières | 857 140,46 | 705 840,46 | 130 357,37 | 20 942,63 |
| 45... | Total des opé. pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 11 767 603,66 | 6 148 161,60 | 2 070 571,50 | 3 548 870,56 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (1) | 203 666,00 | 128 962,95 | | 74 703,05 |
| 041 | Opérations patrimoniales (1) | 623 858,00 | 479 870,67 | | 143 987,33 |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | 827 524,00 | 608 833,62 | | 218 690,38 |
| | TOTAL | 12 595 127,66 | 6 756 995,22 | 2 070 571,50 | 3 767 560,94 |
| | Pour information | (2) 1 645 403,17 | | | |
| | D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | | | |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|-------|--|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|----------------------|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 569 874,00 | 402 204,39 | 1 750 906,54 | -1 583 236,93 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 2 569 874,00 | 2 402 204,39 | 1 750 906,54 | -1 583 236,93 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 724 710,85 | 760 604,28 | 0,00 | -35 893,43 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 5 100,00 | 6 046,37 | 0,00 | -946,37 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 100 000,00 | | 0,00 | |
| | Total des recettes financières | 3 829 810,85 | 3 766 650,65 | 0,00 | 63 160,20 |
| 45... | Total des opé. pour le compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 6 399 684,85 | 6 168 855,04 | 1 750 906,54 | -1 520 076,73 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement (1) | 5 805 283,91 | | | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (1) | 1 411 704,07 | 1 570 777,66 | | -159 073,59 |
| 041 | Opérations patrimoniales (1) | 623 858,00 | 479 870,67 | | 143 987,33 |
| | Total des recettes d'ordre d'investissement | 7 840 845,98 | 2 050 648,33 | | 5 790 197,65 |
| | TOTAL | 14 240 530,83 | 8 219 503,37 | 1 750 906,54 | 4 270 120,92 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - CA - 2022

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|--------------|---|--|--------------------|---------------------------------------|------------------------|
| | Pour information | (2) 0,00 | | | |
| | R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|------------------|--|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|--------------------|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 4 527 833,14 | 4 051 541,40 | 236 691,52 | 0,00 | 239 600,22 |
| 6042 | Achats prestat° services (hors terrains) | 12 000,00 | 694,00 | 0,00 | 0,00 | 11 306,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 175 000,00 | 206 174,58 | 0,00 | 0,00 | -31 174,58 |
| 60612 | Energie - Electricité | 751 500,00 | 816 668,17 | 0,00 | 0,00 | -65 168,17 |
| 60622 | Carburants | 50 000,00 | 72 337,77 | 1 344,20 | 0,00 | -23 681,97 |
| 60623 | Alimentation | 12 850,00 | 7 547,95 | 465,00 | 0,00 | 4 837,05 |
| 60624 | Produits de traitement | 260,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 260,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 14 800,00 | 12 629,19 | 0,00 | 0,00 | 2 170,81 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 42 200,00 | 35 417,35 | 0,00 | 0,00 | 6 782,65 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 323 601,51 | 252 213,66 | 39 351,28 | 0,00 | 32 036,57 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 107,62 | 107,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 29 370,00 | 31 205,34 | 5 637,43 | 0,00 | -7 472,77 |
| 6064 | Fournitures administratives | 15 700,00 | 23 555,57 | 385,41 | 0,00 | -8 240,98 |
| 6065 | Livres, disques, ... (médiathèque) | 57 550,00 | 54 742,91 | 0,00 | 0,00 | 2 807,09 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 77 190,00 | 69 387,62 | 655,76 | 0,00 | 7 146,62 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 73 600,00 | 25 779,26 | 1 370,04 | 0,00 | 46 450,70 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 6122 | Crédit-bail mobilier | 0,00 | 3 916,80 | 0,00 | 0,00 | -3 916,80 |
| 6132 | Locations immobilières | 5 000,00 | 3 951,33 | 0,00 | 0,00 | 1 048,67 |
| 6135 | Locations mobilières | 107 500,00 | 117 633,24 | 329,28 | 0,00 | -10 462,52 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 84 523,54 | 69 891,77 | 0,00 | 0,00 | 14 631,77 |
| 61521 | Entretien terrains | 49 000,00 | 50 382,62 | 4 918,80 | 0,00 | -6 301,42 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 160 695,87 | 97 305,82 | 19 654,89 | 0,00 | 43 735,16 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 8 500,00 | 13 001,24 | 0,00 | 0,00 | -4 501,24 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 0,00 | 2 976,75 | 0,00 | 0,00 | -2 976,75 |
| 61524 | Entretien bois et forêts | 5 000,00 | 13 372,00 | 0,00 | 0,00 | -8 372,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 67 000,00 | 67 398,77 | 3 574,54 | 0,00 | -3 973,31 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 95 587,00 | 71 823,02 | 15 843,08 | 0,00 | 7 920,90 |
| 6156 | Maintenance | 164 638,00 | 157 170,89 | 15 696,41 | 0,00 | -8 229,30 |
| 6161 | Multirisques | 50 000,00 | 43 558,81 | 0,00 | 0,00 | 6 441,19 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 109 500,00 | 116 949,87 | 0,00 | 0,00 | -7 449,87 |
| 617 | Etudes et recherches | 39 400,00 | 25 800,76 | 16 235,00 | 0,00 | -2 635,76 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 14 350,00 | 10 558,66 | 2 511,90 | 0,00 | 1 279,44 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 47 250,00 | 27 329,67 | 3 120,00 | 0,00 | 16 800,33 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 1 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 100,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 4 680,00 | 4 165,00 | 35,07 | 0,00 | 479,93 |
| 6226 | Honoraires | 4 800,00 | 6 214,70 | 0,00 | 0,00 | -1 414,70 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 73 000,00 | 32 380,72 | 4 439,11 | 0,00 | 36 180,17 |
| 6228 | Divers | 3 500,00 | 2 024,40 | 282,00 | 0,00 | 1 193,60 |
| 6231 | Annonces et insertions | 17 184,00 | 12 072,10 | 280,23 | 0,00 | 4 831,67 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 222 400,00 | 228 509,84 | 12 551,35 | 0,00 | -18 661,19 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 39 100,00 | 43 315,03 | 324,00 | 0,00 | -4 539,03 |
| 6237 | Publications | 20 000,00 | 9 953,80 | 0,00 | 0,00 | 10 046,20 |
| 6238 | Divers | 30 400,00 | 29 078,95 | 362,45 | 0,00 | 958,60 |
| 6247 | Transports collectifs | 45 500,00 | 32 869,08 | 869,61 | 0,00 | 11 761,31 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 2 500,00 | 2 428,70 | 93,30 | 0,00 | -22,00 |
| 6256 | Missions | 4 000,00 | 6 202,27 | 132,04 | 0,00 | -2 334,31 |
| 6257 | Réceptions | 0,00 | 1 123,00 | 0,00 | 0,00 | -1 123,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 46 900,00 | 41 132,20 | 0,00 | 0,00 | 5 767,80 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 89 500,00 | 53 259,85 | 28 003,37 | 0,00 | 8 236,78 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 5 000,00 | 5 075,38 | 0,00 | 0,00 | -75,38 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 149 585,00 | 129 557,82 | 1 350,00 | 0,00 | 18 677,18 |
| 6282 | Frais de gardiennage (églises, forêts, . | 17 500,00 | 18 776,64 | 100,00 | 0,00 | -1 376,64 |
| 6284 | Redevances pour services rendus | 6 112,00 | 3 410,40 | 0,00 | 0,00 | 2 701,60 |
| 62872 | Remb. frais au budget annexe | 92 000,00 | 108 428,90 | 0,00 | 0,00 | -16 428,90 |
| 62878 | Remb. frais à d'autres organismes | 3 800,00 | 3 391,01 | 0,00 | 0,00 | 408,99 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 783 998,60 | 628 665,62 | 56 775,97 | 0,00 | 98 557,01 |
| 63512 | Taxes foncières | 150 000,00 | 140 360,57 | 0,00 | 0,00 | 9 639,43 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 11 600,00 | 7 662,41 | 0,00 | 0,00 | 3 937,59 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 14 704 950,44 | 14 628 011,74 | 813,00 | 0,00 | 76 125,70 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 41 550,00 | 41 654,10 | 0,00 | 0,00 | -104,10 |
| 6331 | Versement mobilité | 40 830,00 | 40 831,00 | 0,00 | 0,00 | -1,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 40 830,00 | 40 831,00 | 0,00 | 0,00 | -1,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 138 780,00 | 139 219,31 | 0,00 | 0,00 | -439,31 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 7 239 320,00 | 7 207 976,25 | 0,00 | 0,00 | 31 343,75 |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité résidence | 181 180,00 | 179 222,78 | 0,00 | 0,00 | 1 957,22 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflat° | 24 218,63 | 24 199,99 | 0,00 | 0,00 | 18,64 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - CA - 2022

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|---------------------|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 2 204 430,00 | 2 170 572,08 | 0,00 | 0,00 | 33 857,92 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 893 120,37 | 873 620,73 | 0,00 | 0,00 | 19 499,64 |
| 64134 | Personnel non tit. - Indemnité inflat° | 4 000,00 | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64164 | Emplois d'insertion indemnité inflat° | 300,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 1 380 521,44 | 1 393 069,00 | 0,00 | 0,00 | -12 547,56 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 2 316 250,00 | 2 330 199,17 | 0,00 | 0,00 | -13 949,17 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 33 680,00 | 35 296,00 | 0,00 | 0,00 | -1 616,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 64 960,00 | 65 035,86 | 0,00 | 0,00 | -75,86 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 55 980,00 | 48 928,89 | 0,00 | 0,00 | 7 051,11 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 45 000,00 | 33 055,58 | 813,00 | 0,00 | 11 131,42 |
| 014 | Atténuations de produits | 281 491,00 | 278 491,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 7391171 | Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 739223 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 278 491,00 | 278 491,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 443 271,06 | 3 226 369,97 | 936,00 | 0,00 | 215 965,09 |
| 6512 | Droits d'utilisat° informatique nuage | 4 600,00 | 7 400,00 | 0,00 | 0,00 | -2 800,00 |
| 6518 | Autres | 6 870,00 | 6 536,76 | 216,00 | 0,00 | 117,24 |
| 6521 | Déficit budgets annexes administratifs | 328 891,46 | 221 924,00 | 0,00 | 0,00 | 106 967,46 |
| 6531 | Indemnités | 164 400,00 | 159 445,71 | 0,00 | 0,00 | 4 954,29 |
| 6532 | Frais de mission | 3 000,00 | 213,60 | 0,00 | 0,00 | 2 786,40 |
| 6533 | Cotisations de retraite | 9 600,00 | 9 227,82 | 0,00 | 0,00 | 372,18 |
| 6535 | Formation | 9 000,00 | 95,00 | 720,00 | 0,00 | 8 185,00 |
| 65372 | Cotis. fonds financt alloc. fin mandat | 350,00 | 311,82 | 0,00 | 0,00 | 38,18 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 18 000,00 | 8 486,44 | 0,00 | 0,00 | 9 513,56 |
| 6542 | Créances éteintes | 5 000,00 | 382,34 | 0,00 | 0,00 | 4 617,66 |
| 6553 | Service d'incendie | 840 664,00 | 840 664,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 0,00 | 10 274,88 | 0,00 | 0,00 | -10 274,88 |
| 657362 | Subv. fonct. CCAS | 600 000,00 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65738 | Subv. fonct. Autres organismes publics | 41 550,00 | 41 088,00 | 0,00 | 0,00 | 462,00 |
| 6574 | Subv. fonct. Associat°, personnes privée | 1 361 345,60 | 1 320 317,75 | 0,00 | 0,00 | 41 027,85 |
| 65888 | Autres | 50 000,00 | 1,85 | 0,00 | 0,00 | 49 998,15 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656) | | 22 957 545,64 | 22 184 414,11 | 238 440,52 | 0,00 | 534 691,01 |
| 66 | Charges financières (b) | 80 086,67 | 73 072,06 | 0,00 | 0,00 | 7 014,61 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 77 086,67 | 77 086,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -4 014,61 | -4 014,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6615 | Intérêts comptes courants et de dépôts | 7 014,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 014,61 |
| 67 | Charges exceptionnelles (c) | 265 360,00 | 258 046,76 | 1 065,20 | 0,00 | 6 248,04 |
| 6711 | Intérêts moratoires, pénalités / marché | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 6714 | Bourses et prix | 59 410,00 | 54 240,23 | 1 065,20 | 0,00 | 4 104,57 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 10 000,00 | 62 430,09 | 0,00 | 0,00 | -52 430,09 |
| 6745 | Subv. aux personnes de droit privé | 130 950,00 | 128 528,00 | 0,00 | 0,00 | 2 422,00 |
| 6748 | Autres subventions exceptionnelles | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | -5 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 15 000,00 | 7 848,44 | 0,00 | 0,00 | 7 151,56 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3) | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 6815 | Dot. prov. pour risques fonct. courant | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (e) | 0,00 | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e | | 23 322 992,31 | 22 515 532,93 | 239 505,72 | 0,00 | 567 953,66 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 5 805 283,91 | 0,00 | | | 5 805 283,91 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6) | 1 411 704,07 | 1 570 777,66 | | | -159 073,59 |
| 675 | Valeurs comptables immobilisations cédée | 0,00 | 152 944,26 | | | -152 944,26 |
| 6761 | Différences sur réalisations (positives) | 0,00 | 17 305,55 | | | -17 305,55 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 31 704,07 | 31 704,07 | | | 0,00 |
| 6811 | Dot. amort. et prov. Immos incorporelles | 1 380 000,00 | 1 368 823,78 | | | 11 176,22 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 7 216 987,98 | 1 570 777,66 | | | 5 646 210,32 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (7) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 7 216 987,98 | 1 570 777,66 | | | 5 646 210,32 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 30 539 980,29 | 24 086 310,59 | 239 505,72 | 0,00 | 6 214 163,98 |
| Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 | | 0,00 | | | | |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 14 288,67 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 18 303,28 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -4 014,61 |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (5) Dont 675 et 676.
- (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | III |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|----------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | | | A2 |
| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 145 000,00 | 173 094,89 | 0,00 | 0,00 | -28 094,89 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 145 000,00 | 145 194,89 | 0,00 | 0,00 | -194,89 |
| 6459 | Rembours charges SS et prévoyance | 0,00 | 27 900,00 | 0,00 | 0,00 | -27 900,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 1 015 000,00 | 1 186 797,52 | 63 762,47 | 0,00 | -235 559,99 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 45 000,00 | 100 815,96 | 0,00 | 0,00 | -55 815,96 |
| 70323 | Redev. occupat° domaine public communal | 60 000,00 | 62 812,59 | 0,00 | 0,00 | -2 812,59 |
| 70328 | Autres droits stationnement et location | 5 000,00 | 6 703,68 | 714,00 | 0,00 | -2 417,68 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 70 000,00 | 108 617,42 | 8 362,94 | 0,00 | -46 980,36 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 40 000,00 | 97 849,10 | 2 663,00 | 0,00 | -60 512,10 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 235 000,00 | 219 642,99 | 46 074,46 | 0,00 | -30 717,45 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 30 000,00 | 30 435,35 | 5 948,07 | 0,00 | -6 383,42 |
| 70688 | Autres prestations de services | 0,00 | 152,00 | 0,00 | 0,00 | -152,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 2 000,00 | 1 579,52 | 0,00 | 0,00 | 420,48 |
| 70841 | Mise à dispo personnel B.A. , régies | 305 000,00 | 298 761,00 | 0,00 | 0,00 | 6 239,00 |
| 70846 | Mise à dispo personnel GFP rattachement | 16 000,00 | 19 796,44 | 0,00 | 0,00 | -3 796,44 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 85 000,00 | 95 763,20 | 0,00 | 0,00 | -10 763,20 |
| 70873 | Remb. frais par les C.C.A.S. | 40 000,00 | 40 017,00 | 0,00 | 0,00 | -17,00 |
| 70878 | Remb. frais par d'autres redevables | 80 000,00 | 100 639,80 | 0,00 | 0,00 | -20 639,80 |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | 2 000,00 | 3 211,47 | 0,00 | 0,00 | -1 211,47 |
| 73 | Impôts et taxes | 19 888 871,00 | 20 552 604,99 | 6 491,29 | 0,00 | -670 225,28 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 9 636 350,00 | 9 993 126,00 | 0,00 | 0,00 | -356 776,00 |
| 7318 | Autres impôts locaux ou assimilés | 147 134,00 | 110 752,00 | 0,00 | 0,00 | 36 382,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 8 754 247,00 | 8 754 247,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7336 | Droits de place | 50 000,00 | 47 930,01 | 6 491,29 | 0,00 | -4 421,30 |
| 7351 | Taxe consommation finale d'électricité | 410 000,00 | 449 167,12 | 0,00 | 0,00 | -39 167,12 |
| 7363 | Impôt sur les cercles et maisons de jeux | 1 140,00 | 665,00 | 0,00 | 0,00 | 475,00 |
| 7368 | Taxes locales sur la publicité extérieur | 190 000,00 | 172 115,95 | 0,00 | 0,00 | 17 884,05 |
| 7381 | Taxes additionnelles droits de mutation | 700 000,00 | 1 024 601,91 | 0,00 | 0,00 | -324 601,91 |
| 74 | Dotations et participations | 3 808 632,00 | 4 227 502,28 | 0,00 | 0,00 | -418 870,28 |
| 7411 | Dotation forfaitaire | 709 227,00 | 709 227,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74123 | Dotation de solidarité urbaine | 812 787,00 | 812 787,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 20 000,00 | 22 699,54 | 0,00 | 0,00 | -2 699,54 |
| 74718 | Autres participations Etat | 100 000,00 | 133 499,73 | 0,00 | 0,00 | -33 499,73 |
| 7473 | Participat° Départements | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 000,00 |
| 74748 | Participat° Autres communes | 10 000,00 | 35 041,29 | 0,00 | 0,00 | -25 041,29 |
| 7478 | Participat° Autres organismes | 875 000,00 | 1 180 880,72 | 0,00 | 0,00 | -305 880,72 |
| 7482 | Compens. perte taxe add. droits mutation | 0,00 | 1 336,00 | 0,00 | 0,00 | -1 336,00 |
| 74834 | Etat - Compens. exonérat° taxes foncière | 1 206 058,00 | 1 299 323,00 | 0,00 | 0,00 | -93 265,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 3 400,00 | 3 448,00 | 0,00 | 0,00 | -48,00 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 17 160,00 | 29 260,00 | 0,00 | 0,00 | -12 100,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 723 500,00 | 801 227,34 | 0,00 | 0,00 | -77 727,34 |
| 752 | Revenus des immeubles | 720 000,00 | 796 180,12 | 0,00 | 0,00 | -76 180,12 |
| 75814 | Redevances sur l'énergie hydraulique | 3 500,00 | 3 192,40 | 0,00 | 0,00 | 307,60 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 0,00 | 1 854,82 | 0,00 | 0,00 | -1 854,82 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013 | | 25 581 003,00 | 26 941 227,02 | 70 253,76 | 0,00 | -1 430 477,78 |
| 76 | Produits financiers (b) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels (c) | 1 589 000,00 | 386 666,86 | 120,00 | 0,00 | 1 202 213,14 |
| 7711 | Dédits et pénalités perçus | 0,00 | 1 400,00 | 0,00 | 0,00 | -1 400,00 |
| 7714 | Recouvrt créances admises en non valeur | 0,00 | 14,50 | 0,00 | 0,00 | -14,50 |
| 7718 | Autres produits except. opérat° gestion | 0,00 | 2 691,77 | 0,00 | 0,00 | -2 691,77 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 28,00 | 0,00 | 0,00 | -28,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 164 143,05 | 0,00 | 0,00 | -164 143,05 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 1 589 000,00 | 218 389,54 | 120,00 | 0,00 | 1 370 490,46 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2) | 10 000,00 | 3 767,20 | 0,00 | 0,00 | 6 232,80 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 10 000,00 | 3 767,20 | 0,00 | 0,00 | 6 232,80 |
| TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d | | 27 180 003,00 | 27 331 661,08 | 70 373,76 | 0,00 | -222 031,84 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5) | 203 666,00 | 128 962,95 | | | 74 703,05 |
| 722 | Immobilisations corporelles | 110 000,00 | 34 094,41 | | | 75 905,59 |
| 7761 | Diff / réal (+) transférées en invest. | 0,00 | 6 106,76 | | | -6 106,76 |
| 777 | Quote-part subv invest transf cpte résul | 93 666,00 | 88 761,78 | | | 4 904,22 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (6) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|--|-------------|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|--------------------|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 203 666,00 | 128 962,95 | | | 74 703,05 |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre) | | 27 383 669,00 | 27 460 624,03 | 70 373,76 | 0,00 | -147 328,79 |
| Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 | | 3 156 311,29 | | | | |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | III |
|---|--|------------------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES | | | | | B1 |
| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 626 434,23 | 234 889,91 | 48 811,40 | 342 732,92 |
| 202 | Frais réalisat° documents urbanisme | 103 285,50 | 7 728,00 | 22 557,50 | 73 000,00 |
| 2031 | Frais d'études | 460 412,73 | 178 155,39 | 8 856,00 | 273 401,34 |
| 2033 | Frais d'insertion | 10 000,00 | 9 722,20 | 0,00 | 277,80 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 52 736,00 | 39 284,32 | 17 397,90 | -3 946,22 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf opérations) | 936 398,42 | 361 111,04 | 568 963,22 | 6 324,16 |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 850 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 350 000,00 |
| 204172 | Autres EPL : Bâtiments, installations | 65 860,02 | 0,00 | 65 860,02 | 0,00 |
| 204182 | Autres org pub - Bâtiments et installat° | 0,00 | 1 446,00 | 0,00 | -1 446,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 20 538,40 | 359 665,04 | 3 103,20 | -342 229,84 |
| 21 | Immobilisations corporelles (sauf opérations) | 8 723 627,28 | 4 660 278,52 | 1 308 064,21 | 2 755 284,55 |
| 2111 | Terrains nus | 823 664,00 | 2 761,31 | 2 500,00 | 818 402,69 |
| 2112 | Terrains de voirie | 3 000,00 | 0,00 | 2 900,00 | 100,00 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 26 114,00 | 76 114,00 | 0,00 | -50 000,00 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 2 045 405,56 | 73 184,94 | 27 687,60 | 1 944 533,02 |
| 21311 | Hôtel de ville | 95 000,00 | 1 640,40 | 10 804,80 | 82 554,80 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 456 516,90 | 492 788,21 | 51 307,16 | -87 578,47 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 164 000,00 | 156 275,46 | 0,00 | 7 724,54 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 3 713 460,85 | 2 749 454,99 | 660 977,47 | 303 028,39 |
| 2132 | Immeubles de rapport | 320 248,38 | 321 607,02 | 238 961,82 | -240 320,46 |
| 2135 | Installations générales, agencements | 15 016,00 | 5 016,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 2138 | Autres constructions | 0,00 | 17 508,00 | 0,00 | -17 508,00 |
| 2148 | Construct° sol autrui - Autres construct | 0,00 | 44 156,80 | 5 658,17 | -49 814,97 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | 576,00 | 0,00 | -576,00 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 79 610,24 | 23 727,02 | 64 572,47 | -8 689,25 |
| 21568 | Autres matériels, outillages incendie | 250 400,37 | 70 710,42 | 68 965,54 | 110 724,41 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 94 238,12 | 48 159,02 | 10 629,81 | 35 449,29 |
| 2161 | Oeuvres et objets d'art | 9 525,60 | 9 525,60 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 160 944,70 | 110 576,96 | 91 102,21 | -40 734,47 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 263 016,60 | 293 964,42 | 32 420,32 | -63 368,14 |
| 2184 | Mobilier | 49 893,58 | 61 135,38 | 13 674,69 | -24 916,49 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 153 572,38 | 101 396,57 | 25 902,15 | 26 273,66 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf opérations) | 624 003,27 | 186 041,67 | 14 375,30 | 423 586,30 |
| 2313 | Constructions | 624 003,27 | 186 041,67 | 0,00 | 437 961,60 |
| 238 | Avances versées commandes immo. incorp. | 0,00 | 0,00 | 14 375,30 | -14 375,30 |
| Total des dépenses d'équipement | | 10 910 463,20 | 5 442 321,14 | 1 940 214,13 | 3 527 927,93 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 150 000,00 | 0,00 | 130 357,37 | 19 642,63 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 150 000,00 | 0,00 | 130 357,37 | 19 642,63 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 607 140,46 | 605 840,46 | 0,00 | 1 300,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 605 140,46 | 605 140,46 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 2 000,00 | 700,00 | 0,00 | 1 300,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27638 | Créance Autres établissements publics | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 2764 | Créances sur personnes de droit privé | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | -100 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| Total des dépenses financières | | 857 140,46 | 705 840,46 | 130 357,37 | 20 942,63 |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES | | 11 767 603,66 | 6 148 161,60 | 2 070 571,50 | 3 548 870,56 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) | 203 666,00 | 128 962,95 | | 74 703,05 |
| | Reprises sur autofinancement antérieur (5) | 93 666,00 | 88 761,78 | | 4 904,22 |
| 13911 | Etat et établissements nationaux | 50 000,00 | 50 336,84 | | -336,84 |
| 13912 | Sub. transf cpte résult. Régions | 7 500,00 | 2 337,94 | | 5 162,06 |
| 13913 | Sub. transf cpte résult. Départements | 28 000,00 | 27 666,00 | | 334,00 |
| 139148 | Sub. transf cpte résult. Autres communes | 6 666,00 | 6 666,00 | | 0,00 |
| 13918 | Autres subventions d'équipement | 1 500,00 | 1 755,00 | | -255,00 |
| 192 | Plus ou moins-values sur cession immo. | 0,00 | 6 106,76 | | -6 106,76 |
| | Charges transférées (6) | 110 000,00 | 40 201,17 | | 69 798,83 |
| 192 | Plus ou moins-values sur cession immo. | 0,00 | 6 106,76 | | -6 106,76 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - CA - 2022

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|--|--|--|---------------------|---|----------------------------|
| 21312 | Bâtiments scolaires | 50 000,00 | 12 702,77 | | 37 297,23 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 60 000,00 | 21 391,64 | | 38 608,36 |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | 623 858,00 | 479 870,67 | | 143 987,33 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux | 0,00 | 7 824,28 | | -7 824,28 |
| 2112 | Terrains de voirie | 0,00 | 244,55 | | -244,55 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 110 000,00 | 6 551,76 | | 103 448,24 |
| 2132 | Immeubles de rapport | 330 500,00 | 281 692,08 | | 48 807,92 |
| 2152 | Installations de voirie | 183 358,00 | 183 358,00 | | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 200,00 | | -200,00 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE | | 827 524,00 | 608 833,62 | | 218 690,38 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 12 595 127,66 | 6 756 995,22 | 2 070 571,50 | 3 767 560,94 |
| Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | 1 645 403,17 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | III |
|---|---|--|---------------------|---|----------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | | B2 |
| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 569 874,00 | 402 204,39 | 1 750 906,54 | -1 583 236,93 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux | 152 000,00 | 89 972,00 | 0,00 | 62 028,00 |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 77 150,00 | 180 848,39 | 25 126,00 | -128 824,39 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 27 600,00 | 403 130,54 | -430 730,54 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 186 940,00 | 0,00 | 125 150,00 | 61 790,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | 1 147 500,00 | -1 147 500,00 |
| 1342 | Amendes de police non transférable | 103 784,00 | 103 784,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées(hors 165) | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles(sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 2 569 874,00 | 2 402 204,39 | 1 750 906,54 | -1 583 236,93 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 3 724 710,85 | 3 760 604,28 | 0,00 | -35 893,43 |
| 10222 | FCTVA | 434 710,85 | 434 710,85 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 290 000,00 | 325 893,43 | 0,00 | -35 893,43 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 5 100,00 | 6 046,37 | 0,00 | -946,37 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 100 000,00 | | 0,00 | |
| Total des recettes financières | | 3 829 810,85 | 3 766 650,65 | 0,00 | 63 160,20 |
| Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | 6 399 684,85 | 6 168 855,04 | 1 750 906,54 | -1 520 076,73 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 5 805 283,91 | | | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) | 1 411 704,07 | 1 570 777,66 | | -159 073,59 |
| 192 | Plus ou moins-values sur cession immo. | 0,00 | 17 305,55 | | -17 305,55 |
| 2111 | Terrains nus | 2 107,32 | 0,00 | | 2 107,32 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 0,00 | 123 994,45 | | -123 994,45 |
| 2182 | Matériel de transport | 0,00 | 28 626,26 | | -28 626,26 |
| 261 | Titres de participation | 0,00 | 323,55 | | -323,55 |
| 2762 | Créances transfert droit déduct° TVA | 31 704,07 | 31 704,07 | | 0,00 |
| 2802 | Frais liés à la réalisation des document | 8 627,39 | 9 267,49 | | -640,10 |
| 28031 | Frais d'études | 3 934,55 | 9 596,00 | | -5 661,45 |
| 28033 | Frais d'insertion | 296,51 | 296,53 | | -0,02 |
| 28041511 | GFP rat : Bien mobilier, matériel | 24 400,00 | 24 400,00 | | 0,00 |
| 28041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 86 665,00 | 86 665,00 | | 0,00 |
| 2804182 | Autres org pub - Bâtiments et installat° | 113 069,00 | 99 733,03 | | 13 335,97 |
| 280421 | Privé : Bien mobilier, matériel | 4 258,00 | 4 258,00 | | 0,00 |
| 280422 | Privé : Bâtiments, installations | 67 162,00 | 93 959,00 | | -26 797,00 |
| 2804412 | Sub nat org pub - Bâtiments, installat° | 12 507,00 | 12 037,00 | | 470,00 |
| 2804422 | Sub nat privé - Bâtiments et installat° | 52 589,00 | 52 590,00 | | -1,00 |
| 28051 | Concessions et droits similaires | 26 671,36 | 32 805,85 | | -6 134,49 |
| 28121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 30 926,00 | 31 274,00 | | -348,00 |
| 28128 | Autres aménagements de terrains | 0,00 | 1 009,20 | | -1 009,20 |
| 281318 | Autres bâtiments publics | 317 429,10 | 140 419,17 | | 177 009,93 |
| 28132 | Immeubles de rapport | 70 045,51 | 188 949,49 | | -118 903,98 |
| 28135 | Installations générales, agencements, .. | 920,00 | 978,00 | | -58,00 |
| 28141 | Construct° sol autrui - Bâtiments public | 213,00 | 213,00 | | 0,00 |
| 28152 | Installations de voirie | 2 682,32 | 2 200,20 | | 482,12 |
| 281568 | Autres matériels, outillages incendie | 102 720,11 | 123 230,57 | | -20 510,46 |
| 281578 | Autre matériel et outillage de voirie | 375,11 | 0,00 | | 375,11 |
| 28158 | Autres installat°, matériel et outillage | 73 218,98 | 36 145,69 | | 37 073,29 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - CA - 2022

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|--|---|--|---------------------|---|----------------------------|
| 28181 | Installations générales, aménagt divers | 1 810,00 | 1 810,00 | | 0,00 |
| 28182 | Matériel de transport | 77 505,10 | 82 749,00 | | -5 243,90 |
| 28183 | Matériel de bureau et informatique | 130 204,78 | 132 500,29 | | -2 295,51 |
| 28184 | Mobilier | 81 204,73 | 101 908,48 | | -20 703,75 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 88 458,13 | 99 828,79 | | -11 370,66 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 7 216 987,98 | 1 570 777,66 | | 5 646 210,32 |
| 041 | Opérations patrimoniales (5) | 623 858,00 | 479 870,67 | | 143 987,33 |
| 1021 | Dotation | 0,00 | 200,00 | | -200,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement transf. | 0,00 | 7 824,28 | | -7 824,28 |
| 2031 | Frais d'études | 110 000,00 | 3 480,00 | | 106 520,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 50 000,00 | 4 508,39 | | 45 491,61 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 463 858,00 | 463 858,00 | | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 7 840 845,98 | 2 050 648,33 | | 5 790 197,65 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 14 240 530,83 | 8 219 503,37 | 1 750 906,54 | 4 270 120,92 |
| Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | 0,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



Présentation Brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Destinée à l'information des citoyens

En application de l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RESULTATS EXERCICE 2022

Ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement du Budget Principal de la Ville :

Les principales charges de fonctionnement sont les suivantes :

| Principaux postes | Montant en € Compte administratif 2022 |
|---|---|
| Charges de personnel | 14 628 824,74 |
| Charges à caractère général | 4 288 232,92 |
| Autres charges de gestion courante (subventions aux associations, indemnités des élus, contingent au SDIS...) | 3 227 305,97 |
| PFIC | 278 491,00 |
| Charges financières | 73 072,06 |
| Charges exceptionnelles | 259 111,96 |

Les principales ressources de fonctionnement sont les suivantes :

| Principaux postes | Montant en € Compte administratif 2022 |
|--|---|
| Impôts et taxes (hors fiscalité locale) | 10 455 218,28 |
| Fiscalité locale | 10 103 878,00 |
| Dotations et participations (CAF comprise) | 4 227 502,28 |
| Produits des services | 1 250 559,99 |
| Autres produits de gestion courante | 801 227,34 |

Les principales charges d'investissement sont les suivantes :

| Principaux postes | Montant en € Compte administratif 2022 |
|------------------------------------|--|
| Dépenses d'équipement directes | 5 081 210,10 |
| Subventions d'équipements versées | 361 111,04 |
| Emprunts et dettes assimilées | 605 840,46 |
| Autres immobilisations financières | 100 000,00 |

Les principales ressources d'investissement sont les suivantes :

| Principaux postes | Montant en € Compte administratif 2022 |
|-------------------------------|--|
| Dotations, fonds et réserves | 3 760 604,28 |
| Subventions d'investissement | 402 204,39 |
| Produit des nouveaux emprunts | 2 000 000,00 |

Montant du budget consolidé et des budgets annexes :

| Section | Compte administratif 2022 |
|-----------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | |
| Dépenses | 6 784 678,39 |
| Budget Principal | 6 756 995,22 |
| Budget annexe Cuisine Centrale | 27 683,17 |
| Recettes | 8 232 851,76 |
| Budget Principal | 8 219 503,37 |
| Budget annexe Cuisine Centrale | 13 348,39 |
| FONCTIONNEMENT | |
| Dépenses | 25 146 217,82 |
| Budget Principal | 24 325 816,31 |
| Budget annexe Cuisine Centrale | 820 401,51 |
| Recettes | 28 351 416,82 |
| Budget Principal | 27 530 997,79 |
| Budget annexe Cuisine Centrale | 820 419,03 |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES | 31 930 896,21 |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES | 36 584 268,58 |

Crédits d'investissement et de fonctionnement pluriannuels :

Les opérations pluriannuelles qui font l'objet d'Autorisations d'Engagement sont les suivantes pour la section de fonctionnement au moment du vote des comptes administratifs 2022 :

| INTITULE DE L'AUTORISATION | MONTANT DE L'AUTORISATION | DONT CREDITS DE PAIEMENT 2023 | EXERCICES CONCERNES |
|--|---------------------------|-------------------------------|---------------------|
| FOURNITURE DE GAZ NATUREL | 1 070 265,65 € | 50 000,00 € | 2018-2023 |
| FOURNITURE D'ELECTRICITE | 1 150 030,59 € | 20 000,00 € | 2019-2023 |
| EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS THERMIQUES | 384 975,70 € | 77 531,09 € | 2021-2026 |
| ASSURANCES | 652 563,32 € | 169 518,74 € | 2022-2025 |
| CARBURANT 2022/2023 | 54 000,00 € | 11 811,44 € | 2022-2023 |
| FOURNITURES SCOLAIRES 2022/2023 | 55 411,67 € | 17 750,00 € | 2022-2023 |
| LOCATION ET MAINTENANCE DE PANNEAUX D'INFORMATION | 140 797,44 € | 23 466,24 € | 2022-2028 |
| PROGRAMMATION CULTURELLE DU POLE 2022/2023 | 85 534,96 € | 70 090,00 € | 2022-2023 |
| FOURNITURE DE GAZ NATUREL 2023/2025 | 2 670 000,00 € | 950 000,00 € | 2023-2025 |
| FOURNITURE D'ELECTRICITE 2023/2025 | 3 200 000,00 € | 1 230 000,00 € | 2023-2025 |
| | 9 463 579,33 € | 2 620 167,51 € | |

En 2023, les crédits de paiement prévus sur les autorisations de programme en investissement sont les suivantes au moment du vote des comptes administratifs 2022 :

| INTITULE DE L'AUTORISATION | MONTANT DE L'AUTORISATION | DONT CREDITS DE PAIEMENT 2023 | EXERCICES CONCERNES |
|--|---------------------------|-------------------------------|---------------------|
| PONT DES ARMENIERS | 200 000,00 € | | 2020-2025 |
| PETITS TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SUR LES BATIMENTS COMMUNAUX 2021/2022 | 900 000,00 € | 98 229,83 € | 2021-2023 |
| POLE PETITE ENFANCE | 7 140 000,00 € | 3 000 000,00 € | 2021-2024 |
| AMENAGEMENTS PAYSAGERS | 106 040,40 € | 54 596,40 € | 2022-2023 |
| DEMOLITION ET PETIT DESAMIANTAGE BATIMENTS COMMUNAUX | 360 000,00 € | 90 000,00 € | 2022-2025 |
| AVANCE DE TRESORERIE A LA SPL OPERATION AMENAGEMENT DU STADE CHEVALIER | 600 000,00 € | 500 000,00 € | 2022-2023 |
| DESAMIANTAGE GARDIENNAGE ET DEMOLITION L1 L2 ET L3 DES GRIFFONS | 453 409,58 € | 308 317,98 € | 2022-2023 |
| REVISION GENERALE DU PLU | 71 000,00 € | 63 500,00 € | 2023-2024 |
| TRAVAUX NECESSAIRES SUR LES STRUCTURES COMMUNALES | 780 000,00 € | 390 000,00 € | 2023-2024 |
| | 10 610 449,98 € | 4 504 644,21 € | |

Niveau des soldes d'épargne en k€ :

| CHAINE DU FINANCEMENT EN K€ | RETROSPECTIVE | | | |
|-----------------------------|---------------|-------|-------|-------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 3 239 | 2 739 | 3 394 | 3 929 |
| EPARGNE DE GESTION (EG) | 3 277 | 2 566 | 3 256 | 3 884 |
| EPARGNE BRUTE (EB) | 3 165 | 2 468 | 3 165 | 3 797 |
| EPARGNE NETTE (EN) | 2 641 | 1 965 | 2 719 | 3 202 |

Niveau d'endettement de la collectivité :

Au 31/12/22, l'encours de la dette s'élève à 6,2 M€. En 2022, la ville a eu recours à l'emprunt pour financer ses dépenses d'investissement sur son budget principal pour un montant de 2 millions d'euros.

Ainsi, le financement des opérations d'investissement est assuré tout en laissant le niveau d'endettement de la ville à un niveau peu élevé.

| | Réalisé | | | | |
|----------------------------|---------|------|------|------|------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Annuité de la dette en K € | 635 | 600 | 537 | 682 | 682 |

Capacité de désendettement de la collectivité :

Le ratio encours/épargne brute évalue le degré d'endettement de la commune. Ce ratio théorique permet de savoir que si la commune consacre la totalité de son épargne brute pour rembourser le capital de sa dette, il lui faut 1,3 années pour se désendetter totalement en 2021 (pour information, le seuil d'alerte est atteint lorsque le ratio égale ou dépasse les 8 années).

| en millions d'euros | Réalisé | | | |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| Encours | 3,4 | 3,9 | 5,4 | 4,8 |
| Epargne Brute | 3,2 | 2,5 | 3,2 | 3,7 |
| Encours / Epargne Brute | 1,1 | 1,6 | 1,7 | 1,3 |

Niveau des taux d'imposition :

Ci-dessous, tableau présentant la situation de la ville en matière de taux par rapport aux villes de même strate démographique :

| | Taux Ville de Sorgues 2023 | Taux moyen de la strate 2021 (Source : les comptes individuels des collectivités du Ministère de l'Action et des Comptes Publics) |
|---|-------------------------------|---|
| Taxe sur le Foncier Bâti | 36,96% | 40,05% |
| Taxe sur le Foncier Non Bâti | 49,36% | 53,26% |
| Taxe d'habitation sur les Résidences secondaires | 16,16% | 17,49% |

Principaux ratios :

| Ratios | Compte administratif 2022 |
|---|-------------------------------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1 193,64 |
| Recettes réelles de fonctionnement / population | 1 439,56 |
| Dépenses d'équipement brut / population | 268,73 |
| Encours de dette / population | 326,61 |
| DGF / population | 79,96 |
| Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 64,38% |
| Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement | 85,13% |
| Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 18,67% |
| Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 22,69% |
| Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement | 16,96% |

La population est la population INSEE figurant sur la fiche individuelle DGF de 2021 soit 19 035.

Effectifs de la collectivité et charges de personnel :

1° Structures des effectifs et évolution prévisionnelle de la structure des effectifs :

Effectifs titulaires et stagiaires sur 2018/2019/2020/2021/2022 :

| | Au 31/12/2018 | | Au 31/12/2019 | | Au 31/12/2020 | | Au 31/12/2021 | | ESTIME AU 31/12/2022 | |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|---------------|
| | | En ETP | | En ETP | | En ETP | | En ETP | | En ETP |
| A | 15 | 15,00 | 24 | 24,00 | 22 | 22,00 | 22 | 21,70 | 25 | 24,35 |
| B | 64 | 62,45 | 56 | 54,45 | 56 | 54,65 | 52 | 50,90 | 62 | 60,65 |
| C | 246 | 238,09 | 246 | 237,88 | 248 | 241,68 | 250 | 242,38 | 229 | 222,42 |
| Total | 326 | 315,54 | 326 | 316,33 | 326 | 318,33 | 324 | 314,98 | 315 | 307,01 |

En ETP : en équivalent temps plein

A cet effectif il convient de rajouter environ une 50ème d'agents contractuels en CDD pour remplacements d'agents absents ou pour surcroûts d'activités.

L'évolution structurelle des effectifs : on peut déjà constater depuis 5 ans que le pyramidage catégoriel de la collectivité se stabilise avec une évolution due au reclassement de certains grades en catégories A et B (exemple auxiliaire de puériculture et éducatrice de jeunes enfants....)

Au plan national, la répartition moyenne est la suivante (cf emploi public % 2021) :

A 8 %, B 12 % et C 75 %.

Sur la ville la répartition au 31/12/2022 :

A 7,91 %, B 19,62 %, C 72,46 %.

Objectifs 2023,

- Préserver cette répartition catégorielle.
- Maintenir un effectif renforcé de police municipale. Depuis 2015, l'effectif des policiers municipaux est passé de 22 à 28 agents +1 agent en cours de recrutement.
- Maintenir un service lié aux rythmes scolaires et un effectif auprès des enfants (multi accueil et ATSEM).
- Maintenir une offre importante notamment dans le domaine culturel, de proximité (Maison France Service) et de restauration auprès des populations de la ville.
- Mener une réflexion permanente sur les remplacements non systématiques après un départ en retraite ou une mutation (d'où la diminution des effectifs (- 7,56 postes de titulaires).
- Accroître la polyvalence afin d'assurer le service public en limitant les remplacements et les renforts.

2° Dépenses de personnel :

Traitements estimés de l'année 2022 :

| | Réalisées et estimées 2022 |
|------------------------|----------------------------|
| Traitement de base | 8 000 000 |
| Nbi | 110 000 |
| Heures supplémentaires | 400 000 |
| sft | 80 000 |
| Primes et indemnités | 2 170 000 |
| Charges patronales | 3 900 000 |
| Avantages en nature | 40 000 |

Prévisionnel 2023 :

Pour 2023 au chapitre 012 est prévu : 14 961 000 € (soit environ plus 256 000 €)

Cette augmentation prévue correspond notamment à la revalorisation du point d'indice (+3,5 % au 1/07/2022) de rémunération et de la poursuite de la réflexion sur les remplacements non systématiques après un départ en retraite ou en mutation.

3 ° Durée effective du travail

Un nouveau protocole sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (août 2021) a fixé le temps de travail à la ville de Sorgues conformément à la réglementation à 1607 heures.

| | |
|---------------------------------|-----|
| | |
| Nombre de jours annuels | 365 |
| Repos hebdomadaires (jours) | 104 |
| Jours fériés (base) | 8 |
| Total repos | 112 |
| Reste | 253 |
| Droit au congé (jours) | 25 |
| Reste jours de travail effectif | 228 |

| | |
|-------------------------|---------------------------|
| Heures effectives | 1596 h arrondi à 1600h |
| + journée de solidarité | 7h |
| Total en heures | 1607h |

En accord avec les membres du comité technique et du conseil municipal, l'horaire (hors annualisation) est établi sur une base de 37h par semaine pour un temps complet, avec un droit de 12 jours de RTT.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|--|---------------------------|----------|------------|----------|------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 820 401,51 | G | 820 419,03 |
| | Section d'investissement | B | 27 683,17 | H | 13 348,39 |

| | | | | | |
|---------------------------------|--|---|----------------------|---|----------------------------|
| | | + | | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 758,54 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 0,00 (si déficit) | J | 24 771,08 (si excédent) |

| | | | | | |
|---|--|-----------|-------------------|-----------|-------------------|
| | | = | | = | |
| TOTAL (réalisations + reports) | | = A+B+C+D | 848 084,68 | = G+H+I+J | 859 297,04 |

| | | | | | |
|--|--|-------|-------------|-------|-------------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 0,00 | L | 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 0,00 | = K+L | 0,00 |

| | | | | | |
|--------------------|---------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 820 401,51 | = G+I+K | 821 177,57 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 27 683,17 | = H+J+L | 38 119,47 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 848 084,68 | = G+H+I+J+K+L | 859 297,04 |

DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | | Titres restant à émettre | |
|--|--|------------------------------------|------|--------------------------|------|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E | 0,00 | K | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | | 0,00 | | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | | 0,00 | | |
| 014 | Atténuations de produits | | 0,00 | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | | 0,00 | | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | | 0,00 | | |
| 66 | Charges financières | | 0,00 | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | | 0,00 | | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F | 0,00 | L | 0,00 |
| 010 | Stocks (4) | | 0,00 | | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | 0,00 | | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|---|---------------------------------|--------------------------|
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

| | |
|--|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES | A2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|--|------------------------------------|--|----------------------|----------------------------------|------------------|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 506 190,24 | 505 577,47 | 0,00 | 0,00 | 612,77 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 305 000,00 | 298 761,00 | 0,00 | 0,00 | 6 239,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 5 000,00 | 2 525,10 | 0,00 | 0,00 | 2 474,90 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 816 190,24 | 806 863,57 | 0,00 | 0,00 | 9 326,67 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 2 400,00 | 189,55 | 0,00 | 0,00 | 2 210,45 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 818 590,24 | 807 053,12 | 0,00 | 0,00 | 11 537,12 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (2) | 0,00 | | | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (2) | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (2) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| TOTAL | | 832 090,24 | 820 401,51 | 0,00 | 0,00 | 11 688,73 |
| Pour information | | (3) 0,00 | | | | |
| D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 | | | | | | |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|--|--|------------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|------------------|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 502 000,00 | 549 073,44 | 48 930,95 | 0,00 | -96 004,39 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 328 891,46 | 221 956,50 | 0,00 | 0,00 | 106 934,96 |
| Total des recettes de gestion courante | | 830 891,46 | 771 029,94 | 48 930,95 | 0,00 | 10 930,57 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 17,90 | 0,00 | 0,00 | -17,90 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 830 891,46 | 771 047,84 | 48 930,95 | 0,00 | 10 912,67 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (2) | 440,24 | 440,24 | | | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (2) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 440,24 | 440,24 | | | 0,00 |
| TOTAL | | 831 331,70 | 771 488,08 | 48 930,95 | 0,00 | 10 912,67 |
| Pour information | | (3) 758,54 | | | | |
| R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 | | | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|-------|---|------------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Total des op. pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (1) | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (1) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| | TOTAL | 38 271,08 | 27 683,17 | 0,00 | 10 587,91 |
| | Pour information | (2) 0,00 | | | |
| | D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | | | |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|-------|--|------------------------------------|------------------|-------------------------------|-----------------|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Total des op. pour le compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement (1) | 0,00 | | | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (1) | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| 041 | Opérations patrimoniales (1) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des recettes d'ordre d'investissement | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| | TOTAL | 13 500,00 | 13 348,39 | 0,00 | 151,61 |

MAIRIE DE SORGUES - CUISINE CENTRALE - CA - 2022

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|--------------|---|--|--------------------|---------------------------------------|------------------------|
| | Pour information | (2) 24 771,08 | | | |
| | R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | | | |

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | III |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|--------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES | | | | | | A1 |
| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 506 190,24 | 505 577,47 | 0,00 | 0,00 | 612,77 |
| 60611 | Eau et assainissement | 2 543,75 | 2 543,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 32 766,80 | 32 766,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 430 609,68 | 430 609,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 6 341,25 | 6 341,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 11 102,71 | 11 102,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 1 050,80 | 1 050,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 17 040,33 | 16 429,25 | 0,00 | 0,00 | 611,08 |
| 6188 | Autres frais divers | 1 972,08 | 1 972,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 1 469,41 | 1 469,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 164,06 | 164,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 1 129,37 | 1 127,68 | 0,00 | 0,00 | 1,69 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 305 000,00 | 298 761,00 | 0,00 | 0,00 | 6 239,00 |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 305 000,00 | 298 761,00 | 0,00 | 0,00 | 6 239,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 5 000,00 | 2 525,10 | 0,00 | 0,00 | 2 474,90 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 4 000,00 | 1 530,65 | 0,00 | 0,00 | 2 469,35 |
| 6542 | Créances éteintes | 1 000,00 | 994,45 | 0,00 | 0,00 | 5,55 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656) | | 816 190,24 | 806 863,57 | 0,00 | 0,00 | 9 326,67 |
| 66 | Charges financières (b) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles (c) | 2 400,00 | 189,55 | 0,00 | 0,00 | 2 210,45 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 2 000,00 | 159,55 | 0,00 | 0,00 | 1 840,45 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 400,00 | 30,00 | 0,00 | 0,00 | 370,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (e) | 0,00 | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e | | 818 590,24 | 807 053,12 | 0,00 | 0,00 | 11 537,12 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6) | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| 6811 | Dot. amort. et prov. Immos incorporelles | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (7) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 13 500,00 | 13 348,39 | | | 151,61 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 832 090,24 | 820 401,51 | 0,00 | 0,00 | 11 688,73 |
| Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 | | 0,00 | | | | |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
 (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
 (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Dont 675 et 676.
 (6) Le compte 6811 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
 (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | III |
|--|---|---------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|--------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | | | A2 |
| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 502 000,00 | 549 073,44 | 48 930,95 | 0,00 | -96 004,39 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 410 000,00 | 440 644,54 | 48 930,95 | 0,00 | -79 575,49 |
| 70871 | Remb. frais par collectivité rattachemen | 92 000,00 | 108 428,90 | 0,00 | 0,00 | -16 428,90 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 328 891,46 | 221 956,50 | 0,00 | 0,00 | 106 934,96 |
| 7552 | Prise en charge déficit BA administratif | 328 891,46 | 221 924,00 | 0,00 | 0,00 | 106 967,46 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 0,00 | 32,50 | 0,00 | 0,00 | -32,50 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013 | | 830 891,46 | 771 029,94 | 48 930,95 | 0,00 | 10 930,57 |
| 76 | Produits financiers (b) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels (c) | 0,00 | 17,90 | 0,00 | 0,00 | -17,90 |
| 7714 | Recouvrt créances admises en non valeur | 0,00 | 17,90 | 0,00 | 0,00 | -17,90 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d | | 830 891,46 | 771 047,84 | 48 930,95 | 0,00 | 10 912,67 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5) | 440,24 | 440,24 | | | 0,00 |
| 7811 | Rep. amort. immos corpo. et incorp. | 440,24 | 440,24 | | | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (6) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 440,24 | 440,24 | | | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre) | | 831 331,70 | 771 488,08 | 48 930,95 | 0,00 | 10 912,67 |
| Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 | | 758,54 | | | | |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | III |
|--|---|--|---------------------|-----------------------------------|------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES | | | | | B1 |
| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (sauf opérations) | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| Total des dépenses financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES | | 37 830,84 | 27 242,93 | 0,00 | 10 587,91 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| | Reprises sur autofinancement antérieur (5) | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| | Charges transférées (6) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE | | 440,24 | 440,24 | | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 38 271,08 | 27 683,17 | 0,00 | 10 587,91 |
| Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | 0,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | III |
|--|--|------------------------------------|------------------|----------------------------------|--------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | | B2 |
| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées(hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles(sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | | | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| 041 | Opérations patrimoniales (5) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 13 500,00 | 13 348,39 | | 151,61 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 13 500,00 | 13 348,39 | 0,00 | 151,61 |
| Pour information | | 24 771,08 | | | |
| R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT
MARS 2022

| INITIALE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME | CHAPITRE DE DEPENSE | EXERCICE DE CREATION ET N° DE L'AE | POUR MEMOIRE AE VOTE | MONTANT DES AE | | | | MONTANT DES CP en TTC | | | | | | | | | | TOTAL DES CP | % DE REALISATION DE L'AE AU 07/03/2023 | |
|--|---------------------|------------------------------------|----------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|---|--|--|-----------------------|--|--|--|--|--|--|--------------|--|--------|
| | | | | MODIFICATIONS PROPOSEES JUSQU'AU 31/12/2022 | MODIFICATIONS PROPOSEES EXERCICE 2023 | MODIFICATIONS PROPOSEES A CE CONSEIL | TOTAL AE CUMULE | CP ANTERIEURS (CP REALISES AU 31/12/2022) | MODIFICATIONS CP 2023 PROPOSEES A CE CONSEIL | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023 | mandaté au 07/03/2023 | MODIFICATIONS CP ULTERIEURS PROPOSEES A CE CONSEIL | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2026 | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2027 | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2028 | | | |
| BUDGET PRINCIPAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| AE EXISTANTES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FOURNITURE DE GAZ NATUREL | 011 | 2018/7 | 1 400 000,00 | | 329 734,35 | - | 329 734,35 | 740 531,30 | 1 020 265,65 | | 50 000,00 | | | | | | | 1 070 265,65 | 127,77% | |
| FOURNITURE D'ELECTRICITE | 011 | 2019/8 | 1 200 000,00 | | 49 969,41 | - | 49 969,41 | 1 150 030,59 | 1 120 030,59 | | 20 000,00 | 7 204,14 | | | | | | 1 150 030,59 | 96,69% | |
| EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS THERMIQUES | 011 | 2021 | 345 237,55 | 42 417,90 | 2 679,75 | - | 2 679,75 | 384 975,70 | 74 851,34 | | 77 531,09 | 20 853,39 | | | 77 531,09 | 77 531,09 | 77 531,09 | 384 975,70 | 24,86% | |
| ASSURANCES | 011 | 2022 | | 650 000,00 | 2 563,32 | - | 2 563,32 | 652 563,32 | 158 044,58 | 7 018,74 | 169 518,74 | 169 518,74 | | | 162 500,00 | 162 500,00 | | 652 563,32 | 50,20% | |
| CARBURANT 2022/2023 | 011 | 2022 | | 54 000,00 | | | | 54 000,00 | 42 188,56 | - | 1 688,56 | 11 811,44 | 5 352,37 | | | | | 54 000,00 | 88,04% | |
| FOURNITURES SCOLAIRES 2022/2023 | 011 | 2022 | | 71 000,00 | 15 588,33 | - | 15 588,33 | 55 411,67 | 37 661,67 | | 17 750,00 | 9 648,34 | | | | | | 55 411,67 | 85,38% | |
| LOCATION ET MAINTENANCE DE PANNEAUX D'INFORMATION | 011 | 2022 | | 140 797,44 | | | | 140 797,44 | - | | 23 466,24 | | 17 599,68 | 23 466,24 | 23 466,24 | 23 466,24 | 23 466,24 | 140 797,44 | 0,00% | |
| PROGRAMMATION CULTURELLE DU POLE 2022/2023 | 011 | 2022 | | 97 616,00 | 12 081,04 | - | 12 081,04 | 85 534,96 | 15 444,96 | | 70 090,00 | 13 086,30 | | | | | | 85 534,96 | 33,36% | |
| FOURNITURE DE GAZ NATUREL 2023/2025 | 011 | 2022 | | 2 670 000,00 | | | | 2 670 000,00 | | 110 000,00 | 950 000,00 | 105 126,56 | - | 110 000,00 | 890 000,00 | 830 000,00 | | 2 670 000,00 | 3,94% | |
| FOURNITURE D'ELECTRICITE 2023/2025 | 011 | 2022 | | 3 200 000,00 | | | | 3 200 000,00 | | 140 000,00 | 1 230 000,00 | - | - | 140 000,00 | 1 110 000,00 | 860 000,00 | | 3 200 000,00 | 0,00% | |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | | | 2 945 237,55 | 6 925 831,34 | 407 489,56 | - | 407 489,56 | 9 133 844,98 | 2 478 487,35 | 255 330,18 | 2 620 167,51 | 330 789,84 | - | 232 400,32 | 2 263 497,33 | 1 953 497,33 | 100 997,33 | 23 466,24 | 9 463 579,33 | 30,76% |

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Mars 2023

BUDGET PRINCIPAL

| INTITULE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME | CHAPITRE DE DEPENSE | MONTANT DES AP | | | MONTANT DES CP en TTC | | | | | | | | | | FINANCEMENT PAR EMPRUNT 2023* | | | |
|--|---------------------|------------------------------|-----------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|---|--|--|-----------------------|--|--|--|-------------------------------|---------------|--|-------|
| | | EXERCICE DE CREATION DE L'AP | POUR MEMOIRE AP VOTEE | MODIFICATIONS PROPOSEES JUSQU'AU 31/12/2022 | MODIFICATIONS PROPOSEES EXERCICE 2023 | MODIFICATIONS PROPOSEES A CE CONSEIL | TOTAL AP CUMULE | CP ANTERIEURS (CP REALISES AU 31/12/2022) | MODIFICATIONS CP 2023 PROPOSEES A CE CONSEIL | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023 | mandaté au 06/03/2023 | MODIFICATIONS CP EXERCICES ULTERIEURS PROPOSEES A CE CONSEIL | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 | CP OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 | | TOTAL DES CP | % DE REALISATION DE L'AP AU 06/03/2023 | |
| AP EXISTANTES | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PONT DES ARMENIERS | 21 | 2020/02 | 200 000,00 | | | | 200 000,00 | | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | 200 000,00 | 0,00% |
| PETITS TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SUR LES BATIMENTS COMMUNAUX 2021/2022 | 21 | 2021/01 | 900 000,00 | | | | 900 000,00 | 801 770,17 | 1 770,17 | 98 229,83 | 68 899,86 | | | | | 900 000,00 | 96,74% | |
| POLE PETITE ENFANCE | 20 | 2021/03 | 400 000,00 | | | | 400 000,00 | 176 715,39 | | 150 000,00 | 21 300,00 | | | | 73 284,61 | 400 000,00 | 49,50% | |
| | 23 | | 6 740 000,00 | | | | 6 740 000,00 | 186 041,67 | | 2 850 000,00 | 29 511,82 | | | | 113 958,33 | 6 740 000,00 | 2,29% | |
| AMENAGEMENTS PAYSAGERS | 21 | 2022/01 | | 90 000,00 | 16 040,40 | 16 040,40 | 106 040,40 | 53 444,00 | 16 040,40 | 54 596,40 | 54 596,40 | | | | | 106 040,40 | 100,00% | |
| DEMOLITION ET PETIT DESAMIANPAGE BATIMENTS COMMUNAUX | 22 | 2022/02 | | 360 000,00 | | | 360 000,00 | | | 90 000,00 | | 90 000,00 | | | 135 000,00 | 360 000,00 | 0,00% | |
| AVANCE DE TRESORERIE A LA SPL OPERATION AMENAGEMENT DU STADE CHEVALIER | 27 | 2022/03 | | 600 000,00 | | | 600 000,00 | 100 000,00 | | 500 000,00 | | | | | | 600 000,00 | 16,67% | |
| DESAMIANPAGE GARDIENNAGE ET DEMOLITION L1 L2 ET L3 DES GRIFONS | 21 | 2022/04 | | 436 000,00 | 17 409,58 | 17 409,58 | 453 409,58 | 145 091,60 | 18 317,98 | 308 317,98 | 293 575,44 | | | | | 453 409,58 | 96,75% | |
| AP A CREER: | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| REVISION GENERALE DU PLU | 20 | 2023/01 | | | 71 000,00 | 71 000,00 | 71 000,00 | | 63 500,00 | 63 500,00 | 7 019,00 | 7 500,00 | | | 7 500,00 | 71 000,00 | 2,84% | |
| TRAVAUX NECESSAIRES SUR LES STRUCTURES COMMUNALES | 21 | 2023/02 | | 780 000,00 | 884 449,98 | 884 449,98 | 1 664 449,98 | 1 461 062,83 | 486 088,21 | 4 564 644,21 | 470 302,52 | 678 743,54 | | | 4 409 742,94 | 1 664 449,98 | 18,20% | |
| TOTAL | | | 8 240 000,00 | 1 486 000,00 | 780 000,00 | 884 449,98 | 10 610 449,98 | 1 461 062,83 | 486 088,21 | 4 564 644,21 | 470 302,52 | 678 743,54 | | | 4 409 742,94 | 10 610 449,98 | 18,20% | |

* Le financement exprime la part de l'opération réalisée grâce à l'emprunt. Celui-ci constitue un montant prévisionnel qui ne sera exécuté qu'en fonction des réalisations effectives de la section d'investissement.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|----------------------------|---------------------------------|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 1 068 762,24 | 1 363 813,15 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 2 070 571,50 | 1 750 906,54 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 24 614,05 |
| = | | = | = |
| Total de la section d'investissement (2) | | 3 139 333,74 | 3 139 333,74 |
| | | DEPENSES | RECETTES |
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 5 361 492,77 | 121 910,43 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 5 239 582,34 |
| = | | = | = |
| Total de la section de fonctionnement (3) | | 5 361 492,77 | 5 361 492,77 |
| TOTAL DU BUDGET (4) | | 8 500 826,51 | 8 500 826,51 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | A1 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|------------------|--|--------------------------|---------------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 9 019 328,74 | 2 070 571,50 | 884 449,98 | 1 068 762,24 | 1 068 762,24 | 486 088,21 | 582 674,03 | 3 139 333,74 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 312 700,00 | 48 811,40 | 71 000,00 | 113 500,00 | 113 500,00 | 63 500,00 | 50 000,00 | 162 311,40 |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 78 200,00 | 22 557,50 | | 63 500,00 | 63 500,00 | 63 500,00 | 0,00 | 86 057,50 |
| 2031 | Frais d'études | 200 000,00 | 8 856,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 58 856,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 6 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 28 500,00 | 17 397,90 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 397,90 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 619 000,00 | 568 963,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 568 963,22 |
| 2041512 | Subv. Grpt : Bâtiments, installations | 500 000,00 | 500 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| 20415342 | IC : Bâtiments, installations | 0,00 | 65 860,02 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 65 860,02 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 119 000,00 | 3 103,20 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 103,20 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 3 468 221,50 | 1 308 064,21 | 813 449,98 | 428 088,21 | 428 088,21 | 422 588,21 | 5 500,00 | 1 736 152,42 |
| 2111 | Terrains nus | 8 000,00 | 2 500,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 31 000,00 | 2 900,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 900,00 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 104 556,00 | 0,00 | | 16 040,40 | 16 040,40 | 16 040,40 | 0,00 | 16 040,40 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 590 845,50 | 27 687,60 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 687,60 |
| 21311 | Bâtiments administratifs | 71 920,00 | 29 272,80 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 272,80 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 335 454,50 | 51 307,16 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 307,16 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 349 406,00 | 145 301,17 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 145 301,17 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 153 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 948 218,50 | 396 614,52 | | 412 047,81 | 412 047,81 | 406 547,81 | 5 500,00 | 808 662,33 |
| 21321 | Immeubles de rapport | 74 000,00 | 238 961,82 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 238 961,82 |
| 21328 | Autres bâtiments privés | 205 000,00 | 100 593,78 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 593,78 |
| 21351 | Bâtiments publics | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2148 | Construct° sol autrui - Autres construct | 0,00 | 5 658,17 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 658,17 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 167 621,00 | 64 572,47 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 64 572,47 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 212 000,00 | 68 965,54 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 68 965,54 |
| 2158 | Autres inst., matériel, outill. techniques | 31 200,00 | 10 629,81 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 629,81 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|---|--------------------------|---------------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 21828 | Autres matériels de transport | 20 000,00 | 91 102,21 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 91 102,21 |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 27 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 25 000,00 | 32 420,32 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 420,32 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 10 000,00 | 13 674,69 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 674,69 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 93 800,00 | 25 902,15 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 902,15 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 2 850 000,00 | 14 375,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 375,30 |
| 2313 | Constructions | 2 850 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 14 375,30 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 375,30 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 7 249 921,50 | 1 940 214,13 | 884 449,98 | 541 588,21 | 541 588,21 | 486 088,21 | 55 500,00 | 2 481 802,34 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 135 000,00 | 130 357,37 | | 527 174,03 | 527 174,03 | | 527 174,03 | 657 531,40 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 135 000,00 | 130 357,37 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 130 357,37 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 0,00 | | 527 174,03 | 527 174,03 | | 527 174,03 | 527 174,03 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 708 639,24 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 706 639,24 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 2 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27638 | Créance Autres établissements publics | 500 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---|--------------------------|---------------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| Total des dépenses financières | | 1 343 639,24 | 130 357,37 | 0,00 | 527 174,03 | 527 174,03 | 0,00 | 527 174,03 | 657 531,40 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 8 593 560,74 | 2 070 571,50 | 884 449,98 | 1 068 762,24 | 1 068 762,24 | 486 088,21 | 582 674,03 | 3 139 333,74 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 207 768,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Reprise sur autofinancement antérieur | 97 768,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13911 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 61 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13912 | Subv. transf. Régions | 681,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13913 | Subv. transf. Départements | 27 666,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 139148 | Subv. transf. Autres communes | 6 666,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13918 | Autres subventions d'équipement transf. | 1 755,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 192 | Plus ou moins-values sur cession immo. | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Charges transférées (8) | 110 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 50 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 60 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (9) | 218 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 13 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 200 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 21321 | Immeubles de rapport | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 5 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 425 768,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | A3 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|---------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 9 019 328,74 | 1 750 906,54 | 363 813,15 | 363 813,15 | 2 114 719,69 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 100 000,00 | 1 750 906,54 | 0,00 | 0,00 | 1 750 906,54 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 0,00 | 25 126,00 | 0,00 | 0,00 | 25 126,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 403 130,54 | 0,00 | 0,00 | 403 130,54 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 125 150,00 | 0,00 | 0,00 | 125 150,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 1 147 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 147 500,00 |
| 1345 | Amendes radars automatiques et de police | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 6 249 328,74 | 0,00 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 |
| 1641 | Emprunts en euros | 6 249 328,74 | 0,00 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 6 349 328,74 | 1 750 906,54 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 | -2 889 050,34 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 800 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10222 | FCTVA | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 1 002 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 7 351 328,74 | 1 750 906,54 | -4 639 956,88 | -4 639 956,88 | -2 889 050,34 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | | 4 953 770,03 | 4 953 770,03 | 4 953 770,03 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 1 450 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 192 | Plus ou moins-values sur cession immo. | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2111 | Terrains nus | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 21828 | Autres matériels de transport | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 261 | Titres de participation | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2762 | Créances transf. droit déduction TVA | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2802 | Frais liés à la réalisation de document | 4 200,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28031 | Frais d'études | 10 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28033 | Frais d'insertion | 6 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041511 | Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel | 24 400,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041512 | Subv. Grpt : Bâtiments, installations | 121 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804182 | Autres org pub - Bât. et installations | 97 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280421 | Privé - Biens mob., matériel et études | 4 500,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280422 | Privé - Bâtiments et installations | 118 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804412 | Sub nat org pub - Bât. et installations | 12 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804422 | Sub nat privé - Bât. et installations | 53 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2805 | Licences, logiciels, droits similaires | 25 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 35 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28128 | Autres aménagements de terrains | 2 500,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281318 | Autres bâtiments publics | 156 377,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 281321 | Immeubles de rapport | 265 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281351 | Bâtiments publics | 1 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28141 | Construct° sol autrui - Bâtiments public | 213,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28152 | Installations de voirie | 10 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281568 | Autre matériel, outillage incendie | 120 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281578 | Autre matériel technique | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28158 | Autres inst., matériel, outil. techniques | 33 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28181 | Installations générales, aménagt divers | 1 810,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281828 | Autres matériels de transport | 100 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281838 | Autre matériel informatique | 110 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 55 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 85 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 218 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1021 | Dotations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement transf. | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 200 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 13 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 5 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 1 668 000,00 | | 5 003 770,03 | 5 003 770,03 | 5 003 770,03 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | B1 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| TOTAL | | 26 472 087,00 | 0,00 | -407 489,56 | 5 361 492,77 | 5 361 492,77 | 255 330,18 | 5 106 162,59 | 5 361 492,77 |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 5 846 675,31 | 0,00 | 0,00 | 268 618,74 | 268 618,74 | 255 330,18 | 13 288,56 | 268 618,74 |
| 60611 | Eau et assainissement | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 250 000,00 |
| 60622 | Carburants | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -1 688,56 | 1 688,56 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 10 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 260,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 15 350,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 37 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 293 805,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 30 970,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 20 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6065 | Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.) | 55 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 33 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 114 932,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61228 | Autres | 3 916,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61351 | Matériel roulant | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61358 | Autres | 139 814,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 159 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61524 | Entretien bois et forêts | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 61 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 92 936,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 169 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 48 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 118 000,00 | 0,00 | 0,00 | 7 018,74 | 7 018,74 | 7 018,74 | 0,00 | 7 018,74 |
| 617 | Études et recherches | 37 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 14 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 62 450,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 1 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 5 530,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 4 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 54 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 25 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 17 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 239 900,00 | 0,00 | | 1 600,00 | 1 600,00 | 0,00 | 1 600,00 | 1 600,00 |
| 6234 | Réceptions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 57 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 30 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6245 | Transports de personnes extérieures | 42 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 10 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 47 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 97 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 158 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 406 714,84 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6284 | Redevances pour services rendus | 5 936,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62872 | Remb. frais budgets annexes et régies | 95 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62878 | Remb. frais à des tiers | 2 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 366 410,00 | 0,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 150 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 6 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 14 961 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 52 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 43 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 43 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 141 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 7 427 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64112 | SFT, indemnité de résidence | 80 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64113 | NBI | 108 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64114 | Personnel tit. - Indemnité inflation | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 2 208 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations | 896 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64134 | Personnel non tit. - Indemnité inflation | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|--|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 64164 | Emplois aidés - indemnité inflation | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 1 398 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 2 353 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 37 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 66 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 58 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 45 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 282 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7391111 | Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs | 3 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 279 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 3 785 086,04 | 0,00 | 0,00 | 89 104,00 | 89 104,00 | 0,00 | 89 104,00 | 89 104,00 |
| 65131 | Bourses | 21 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 161 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65312 | Frais de mission et de déplacement | 3 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 9 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65315 | Formation | 9 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653172 | Cotis.fonds financ.allocation fin mandat | 350,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6553 | Service d'incendie | 850 000,00 | 0,00 | | 19 004,00 | 19 004,00 | 0,00 | 19 004,00 | 19 004,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 8 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657362 | Subv. fonct. CCAS | 600 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657382 | Subv. fonct. organismes publics divers | 0,00 | 0,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 1 596 086,04 | 0,00 | | 64 100,00 | 64 100,00 | 0,00 | 64 100,00 | 64 100,00 |
| 65811 | Droits d'utilisat° - informatique nuage | 4 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65818 | Autres | 2 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65821 | Déficit des budgets annexes administrati | 430 050,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6583 | Int. moratoires et pénalités sur marchés | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 70 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| Total des dépenses de gestion des services | | 24 874 761,35 | 0,00 | -407 489,56 | 357 722,74 | 357 722,74 | 255 330,18 | 102 392,56 | 357 722,74 |
| 66 | Charges financières | 122 325,65 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 121 195,27 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -869,62 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | 2 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 10 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6815 | Dot. prov. pour risques fonct. courant | 10 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des charges financières et spécifiques | | 147 325,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 25 022 087,00 | 0,00 | -407 489,56 | 357 722,74 | 357 722,74 | 255 330,18 | 102 392,56 | 357 722,74 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | | | 4 953 770,03 | 4 953 770,03 | | 4 953 770,03 | 4 953 770,03 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 1 450 000,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 65888 | Autres | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 675 | Valeurs comptables immobilisations cédée | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6761 | Différences sur réalisations (positives) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6811 | Dot. amort. immos incorporelles | 1 450 000,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (8) (10) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 1 450 000,00 | | | 5 003 770,03 | 5 003 770,03 | | 5 003 770,03 | 5 003 770,03 |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 13 419,05 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 14 288,67 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -869,62 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | B2 |

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|-----------------|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 26 472 087,00 | 0,00 | 121 910,43 | 121 910,43 | 121 910,43 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6459 | Remb.charges sécu.sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 1 214 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70323 | Red. occupation dom. public | 57 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70328 | Autres droits stationnement et location | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 277 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70688 | Autres prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70841 | Mise à dispo personnel BA,régie | 315 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70846 | Mise à dispo personnel GFP de rattach. | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 104 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70873 | Remb. frais par les C.C.A.S. | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70878 | Remb. frais par des tiers | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 9 376 747,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 8 726 747,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7332 | Taxe additionnelle droits de mutation | 650 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 11 184 849,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 10 578 709,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73118 | Autres contributions directes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73141 | Taxe sur la conso. finale d'électricité | 390 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73154 | Droits de place | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731731 | Impôt sur les cercles et maisons de jeux | 1 140,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73174 | Taxe locale sur la publicité extérieure | 160 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 3 665 723,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | 719 133,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 741123 | DSU des communes | 851 294,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - BUDGET COMMUNE - BS - 2023

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|-------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------------|-------------------------------------|
| | | | I | | | II | | |
| 744 | FCTVA | 20 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participation départements | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 74748 | Participation autres communes | 15 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7478222 | Participation Caisses alloc. familiales | 550 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7478228 | Autres personnes privées | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 74788 | Autres | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 747888 | Autres | 198 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7482 | Compens. perte taxe add. droits enreg. | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 74833 | Etat-Compens.exonération taxes foncières | 1 291 688,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 3 448,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 17 160,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 723 000,00 | | 0,00 | 121 910,43 | | 121 910,43 | 121 910,43 |
| 752 | Revenus des immeubles | 720 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 755 | Dédits et pénalités perçus | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 75814 | Redevance sur l'énergie hydraulique | 2 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7584 | Recouvr./créances admises en non valeur | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 1 000,00 | | 0,00 | 121 910,43 | | 121 910,43 | 121 910,43 |
| Total des recettes de gestion des services | | 26 259 319,00 | | 0,00 | 121 910,43 | | 121 910,43 | 121 910,43 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 5 000,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 5 000,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 26 264 319,00 | | 0,00 | 121 910,43 | | 121 910,43 | 121 910,43 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7) | 207 768,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 722 | Immobilisations corporelles | 110 000,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7761 | Différences sur réalisations (négatives) | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 777 | Rec... subv inv transférées cpte résult | 97 768,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) (8) | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 207 768,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|--------------|------|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | | II | |
|--|--|----------------------------|---------------------------------|
| VUE D'ENSEMBLE | | A | |
| | | DEPENSES | RECETTES |
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 0,00 | -10 436,30 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 10 436,30 |
| = | | = | = |
| Total de la section d'investissement (2) | | 0,00 | 0,00 |
| | | DEPENSES | RECETTES |
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 776,06 | 0,00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 776,06 |
| = | | = | = |
| Total de la section de fonctionnement (3) | | 776,06 | 776,06 |
| TOTAL DU BUDGET (4) | | 776,06 | 776,06 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | A1 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Reprise sur autofinancement antérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - CUISINE CENTRALE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|------------------------------|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Charges transférées (8) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (9) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | A3 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 23 000,00 | 0,00 | -10 436,30 | -10 436,30 | -10 436,30 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 17 000,00 | | -14 436,30 | -14 436,30 | -14 436,30 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 6 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 6 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 23 000,00 | | -10 436,30 | -10 436,30 | -10 436,30 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | B1 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| TOTAL | | 958 050,00 | 0,00 | 0,00 | 776,06 | 776,06 | 0,00 | 776,06 | 776,06 |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 613 050,00 | 0,00 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 |
| 60611 | Eau et assainissement | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 140 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 431 000,00 | 0,00 | | 11 212,36 | 11 212,36 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 6 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 13 450,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 1 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 11 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 1 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 2 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 1 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 315 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 315 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 4 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 1 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 933 050,00 | 0,00 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 2 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 2 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

MAIRIE DE SORGUES - CUISINE CENTRALE - BS - 2023

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des charges financières et spécifiques | | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 935 050,00 | 0,00 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 | 0,00 | 11 212,36 | 11 212,36 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 17 000,00 | | | -14 436,30 | -14 436,30 | | -14 436,30 | -14 436,30 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 6 000,00 | | | 4 000,00 | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 6811 | Dot. amort. immos incorporelles | 6 000,00 | | | 4 000,00 | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (8) (10) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 23 000,00 | | | -10 436,30 | -10 436,30 | | -10 436,30 | -10 436,30 |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | B2 |

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 958 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 528 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 433 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70871 | Remb.frais par collectivité rattachement | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 430 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75822 | Prise en charge déficit budget annexe | 430 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7584 | Recouvr./créances admises en non valeur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 958 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 958 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | <i>Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)</i> | <i>0,00</i> | | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> |
| 7811 | <i>Rep. amort. immos corpo. et incorp.</i> | <i>0,00</i> | | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> |
| 043 | <i>Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)</i> | <i>0,00</i> | | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> | <i>0,00</i> |
| Total des recettes d'ordre | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|--------------|------|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |

| | |
|--------------------------------|------|
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |
|--------------------------------|------|

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Convention constitutive du groupement de commandes pour les prestations d'assurances Dommages aux biens

Entre les parties représentées par les soussignés,

La ville de Sorgues, représentée par Monsieur le Maire, agissant en exécution de la délibération du Conseil Municipal du 30 Mars 2023,
désigné ci-après, par les termes « *La Ville* »,

et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) – Résidence Autonomie Le Ronquet de la ville de Sorgues, représenté par Monsieur le Président, agissant en exécution de la délibération Conseil d'Administration du xx/xx/2023,
désignés ci-après, par les termes « *le CCAS* ».

Il est constitué un groupement de commandes de collectivités territoriales et d'établissements publics pour les assurances, désigné ci-après, par les termes « *le groupement* » et régi par les dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique.

Les dispositions de la présente convention précisent les règles de constitution du groupement de même que les modalités de fonctionnement de celui-ci.

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Objet de la convention

La présente convention qui prend acte du principe et de la création du groupement de commandes a également pour objet :

- de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre la ville et le CCAS pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés dont l'objet est précisé à l'article 1.2 de la présente convention ;
- de répartir entre les membres du groupement les diverses tâches nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution des marchés susvisés ;
- de définir les rapports et obligations de chaque membre.

1.2 - Objet des marchés visés par la présente convention

Le groupement constitué par la présente convention a pour objet de permettre à ses membres de bénéficier, à hauteur de leurs besoins propres, de prestations d'assurances Dommages aux biens du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

Les marchés passés pour le compte du groupement de commandes auront pour objet les prestations suivantes :

- L'assurance des dommages aux biens.

S'agissant des prestations de services, objet du marché susvisé, elles relèvent de la réglementation des marchés publics conformément au code de la commande publique.

1.3 – La réglementation des marchés publics applicables au groupement

Le groupement est soumis pour les procédures de passation des marchés publics dont l'objet est défini à l'article 1.2 du présent document au respect de l'intégralité des règles applicables aux collectivités locales établies par code de la commande publique

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de son entrée en vigueur, consécutivement à sa signature par les membres du groupement, à sa transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture et à l'accomplissement des formalités de publication de droit commun.

Elle expire le 31 décembre 2025 ou à la date fixée par l'ensemble de ses membres ayant conjointement décidé d'y mettre fin. Dans ce dernier cas, cette décision devra être validée par les assemblées délibérantes de l'ensemble des membres du groupement et sera formalisée dans un avenant à la présente convention signé par l'ensemble des exécutifs.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

3.1 – Désignation et mission du coordonnateur du groupement

Identification du coordonnateur du groupement

La ville de Sorgues (ci-après le « coordonnateur ») est désigné coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 1.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier marchés qu'il conclue et de s'assurer de leur bonne exécution (sauf exécution financière).

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux marchés passés dans le cadre du groupement.

Missions du coordonnateur du groupement

En pratique le coordonnateur est ainsi chargé :

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres.
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants ;
- de signer et notifier les marchés ;
- de transmettre les marchés aux autorités de contrôle ;
- de transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution financière des marchés en ce qui les concerne, et le cas échéant, les nouveaux prix de règlement résultant de l'application de la clause d'ajustement et de révision des prix, dans le cas où un prix révisable a été retenu ;
- de gérer le précontentieux et le contentieux afférents à la passation des marchés, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement ;
- de signer les modifications contractuelles en cours d'exécution des marchés ;
- de tenir à disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

D'une façon générale, le coordonnateur s'engage à ce que les marchés conclus dans le cadre de ce groupement répondent au mieux aux objectifs de performance des membres en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle.

3.2 – Commission d'appel d'offres du groupement

Conformément aux dispositions de l'article L1414.3 du CGCT, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du coordonnateur.

Le coordonnateur désigne les personnes compétentes pouvant siéger à la CAO avec voix consultative.

ARTICLE 4 – MISSIONS DU CCAS-RESIDENCE AUTONOMIE LE RONQUET

Le CCAS-Résidence Autonomie Le Ronquet est chargé :

- de communiquer au coordonnateur ses besoins en vue de la passation des marchés,
- d'assurer l'exécution financière (paiement des factures) des marchés portant sur l'intégralité des besoins éventuellement ajustés en cours d'exécution,
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 – Participation financière au fonctionnement du groupement

La mission de la ville de Sorgues comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

5.2 – Exécution financière des marchés de services

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement des prestataires de services par l'ensemble des adhérents du groupement, sont fixés dans les marchés de services passés pour le compte des membres du groupement.

5.3 – Frais de justice

L'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation. En cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative, le coordonnateur divise la charge financière avec Le CCAS-Résidence Autonomie Le Ronquet pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés afférents à la convention. Il effectue l'appel de fonds auprès du Le CCAS-Résidence Autonomie Le Ronquet pour la part qui lui revient.

ARTICLE 6 – CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte Le CCAS-Résidence Autonomie Le Ronquet sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

A SORGUES, LE

POUR LA VILLE DE SORGUES
LE MAIRE

THIERRY LAGNEAU

POUR LE CCAS DE LA VILLE DE SORGUES
LE PRESIDENT

THIERRY LAGNEAU



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ETABLISSANT L'ACCOMPAGNEMENT D'UN PROJET
« FABRIQUE A MUSIQUE SACEM x ORCHESTRE A L'ECOLE »**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Association Orchestre à l'École

Loi 1901 N°SIRET 508 980 992 000 46

20 rue de la Glacière - 75013 PARIS

Représentée par Madame Marianne BLAYAU, Déléguée
Générale

D'une part,

ET

Collège Voltaire

Avenue Georges Braque

84700 SORGUES

Représenté par Madame Véronique SAIGNES, Principale

D'autre part,

ET

Collège des Cordeliers

Rue des Remparts

64400 OLORON SAINTE MARIE

Représenté par Monsieur Jean BOURDAA, Principal

D'autre part,

ET

**Ecole Municipale de Musique et de Danse (EMMD) de
Sorgues**

Mairie de Sorgues

Service Ecole de musique et de danse

Centre administratif

CS 50142

84706 Sorgues Cedex

Représentée par Monsieur Thierry LAGNEAU, Maire

D'autre part,

ET

Ecole de Musique Intercommunale du Haut Béarn (EMIHB)

12 Place Jaca

64400 OLORON SAINTE-MARIE

Représentée par Madame Joëlle GARCET LACOSTE, Présidente

D'autre part,



ET

Festival JAZZ à Oloron

10 rue de Révol

64400 Oloron-Sainte-Marie

Représenté par Monsieur Christian DUTURC, Directeur

D'autre part,

ET

Le groupe Mandé Brass Band

Monsieur David MIMÉY, membre du groupe et intervenant auprès des élèves

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Créées en 2015 à l'initiative de **la Sacem** et avec le partenariat des ministères en charge de l'éducation, de la culture, de l'agriculture et du Réseau Canopé, *Les Fabriques à Musique* consistent en un projet de création musicale en milieu scolaire qui se déploie sur tout le territoire. Il permet à des élèves de la maternelle au lycée de rencontrer un auteur compositeur / autrice compositrice, de comprendre son métier et place ainsi les élèves dans la position de créateurs pour aboutir collectivement à une œuvre musicale originale.

L'association Orchestre à l'École, Centre National de Ressources des orchestres à l'école, a pour objet le développement de la pratique orchestrale au sein des établissements scolaires, notamment à travers toutes actions permettant la création, le financement, le développement et la diffusion des orchestres à l'école.

Dans la continuité de leur engagement commun en faveur des rencontres entre auteur compositeur / autrice compositrice et orchestres à l'école, **la Sacem** et **l'association Orchestre à l'École** créent ensemble la Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École.

L'objectif de cette Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École est d'encourager et d'accompagner la mise en place d'un projet musical entre un auteur compositeur / autrice compositrice et un orchestre à l'école ayant lieu dans une structure de diffusion professionnelle (SMAC, scène nationale ou festival).

Cet appel à projets est ouvert aux **orchestres à l'école**, sous réserve d'**adhérer à l'association**, et de **signer un engagement à respecter la charte de qualité des orchestres à l'école**.

L'aide apportée via le programme "Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École" permet de couvrir tout ou partie des dépenses artistiques et de création, à savoir :

- L'arrangement de deux morceaux issus du répertoire de l'artiste auteur compositeur / autrice compositrice par l'artiste lui/elle-même ou l'arrangeur / arrangeuse de l'association
- Des outils de médiation autour du travail d'arrangement
- La rémunération de l'artiste pour deux interventions au sein de l'orchestre
- Le défraiement de ses déplacements dans ce cadre
- La mise en œuvre d'une restitution dans des conditions professionnelles
- La réalisation d'une vidéo tournée de façon professionnelle

L'aide financière est octroyée après que le comité de validation des projets Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École se soit réuni pour étudier l'ensemble des dossiers.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du projet *Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École* pour les partenaires listés ci-après :

Orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues
Orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie
David Mimey du Mandé Brass Band
Festival JAZZ à Oloron

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

L'orchestre à l'école du collège Voltaire de la ville de Sorgues et l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie mèneront en 2023 un projet musical avec l'artiste David Mimey du groupe Mandé Brass Band qui interviendra auprès de ces deux orchestres à l'école autour de l'arrangement de ces morceaux :

DUNUMBA et SIBY

Une première restitution commune et publique aura lieu au Pôle culturel Camille Claudel à Sorgues (restitution du travail en cours) et une deuxième dans la structure culturelle partenaire JAZZ à Oloron pour le concert final de restitution du projet.

ARTICLE 3 – CALENDRIER DU PROJET

Sous réserve de modifications, les interventions, la visite de la structure et la restitution finale du projet auront lieu comme suit :

- 19/01/2023 (1 journée) : intervention de l'artiste David Mimey au pôle culturel de Sorgues
- 26/01/2023 (1 journée) : intervention de l'artiste David Mimey à Oloron-Sainte-Marie
- 09/03/2023 (1 journée) : intervention de l'artiste David Mimey au pôle culturel de Sorgues

- 16/03/2023 (1 journée) : intervention de l'artiste David Mimey à Oloron-Sainte-Marie
- 05 et 06/04/2023 (2 journées) : interventions de l'artiste David Mimey au pôle culturel de Sorgues auprès des deux orchestres (accueil des élèves d'Oloron-Sainte-Marie à Sorgues)
- 06/04/2023 à 19h : premier concert commun avec l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie avec le groupe Mandé Brass Band
- 08/06/2023 (1 journée): intervention de l'artiste David Mimey au pôle culturel de Sorgues
- 29/06/2023 (1 matinée) : répétition avec le groupe Mandé Brass band
- 29/06/2023 : visite des classes orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues et du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie, du festival JAZZ à Oloron
- 29/06/2023 : concert de restitution du projet réunissant l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues, l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d' Oloron-Sainte-Marie et le groupe Mandé Brass Band

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS

L'association Orchestre à l'École via le programme Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École s'engage à :

- Prendre en charge deux interventions de l'artiste David Mimey auprès de la classe orchestre du collège Voltaire de Sorgues et de la classe orchestre du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie à hauteur de 160,00€ bruts l'intervention, soit 320,00€ bruts sous forme de facture émise par le Strapontin adressée à l'association Orchestre à l'École à hauteur de 500,00€ TTC ;
- Prendre en charge une partie des défraiements kilométriques de l'artiste à hauteur de 300,00€ TTC suite à une facture émise par le Strapontin adressée à l'association Orchestre à l'École ;
- Prendre en charge deux arrangements de morceaux du répertoire de l'artiste à hauteur de 297,00€ bruts sous forme de facture émise par le Strapontin adressée à l'association Orchestre à l'École à hauteur de 600,00€ TTC ;
- Fournir un outil pédagogique autour du travail d'arrangement des morceaux qui seront joués en commun entre l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues, l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie et le groupe Mandé Brass Band ;
- Prendre en charge une partie de la restitution à hauteur de 700,00€ TTC suite à une facture émise par l'association du festival JAZZ à Oloron adressée à l'association Orchestre à l'École ;
- Fournir des t-shirts Orchestre à l'École aux élèves participant au concert de restitution du projet Fabrique à Musique Sacem x Orchestre à l'École.

En contrepartie de la rémunération de ces interventions, l'artiste David Mimey s'engage à fournir les partitions du morceau partagé ainsi que les fichiers sources à l'association Orchestre à l'École. Ainsi, les morceaux pourront être joués ultérieurement par d'autres orchestres à l'école.

Le collège Voltaire de Sorgues, et/ou l'École municipale de musique et de danse de Sorgues s'engagent à :

- Adhérer à l'association Orchestre à l'École et signer la charte de qualité des orchestres à l'école ;
- Préparer les enfants aux rencontres avec l'artiste et au concert ;
- Assurer et prendre en charge le transport de l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues pour se rendre à la visite de la structure culturelle partenaire JAZZ à Oloron ;
- Assurer et prendre en charge le transport de l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues pour se rendre à la restitution du projet ayant lieu à la structure culturelle partenaire ;
- Prendre en charge le repas de l'artiste David Mimey lors de ses interventions au sein de l'établissement d'enseignement musical ;
- Prendre en charge l'hébergement de l'artiste David Mimey le cas échéant lors de ses interventions au sein de l'établissement d'enseignement musical ;
- Fournir les autorisations de droit à l'image des enfants ;
- Faire porter les tee-shirts Orchestre à l'École aux élèves lors de la restitution ;
- Être réactif avec les partenaires du projet pour garantir le bon déroulement du projet ;

- Prendre en charge le reste des interventions et des défraiements kilométriques de l'artiste David Mimey prévues au sein de l'établissement d'enseignement musical.

Le collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie, et/ou l'Ecole de musique intercommunale du Haut Béarn s'engagent à :

- Adhérer à l'association Orchestre à l'École et signer la charte de qualité des orchestres à l'école ;
- Préparer les enfants aux rencontres avec l'artiste et au concert ;
- Assurer et prendre en charge le transport de l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues pour se rendre à la visite de la structure culturelle partenaire JAZZ à Oloron ;
- Assurer et prendre en charge le transport de l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie pour se rendre à la restitution du projet ayant lieu à la structure culturelle partenaire ;
- Prendre en charge le repas de l'artiste David Mimey lors de ses interventions au sein de l'établissement d'enseignement musical ;
- Prendre en charge l'hébergement de l'artiste David Mimey le cas échéant lors de ses interventions au sein de l'établissement d'enseignement musical ;
- Fournir les autorisations de droit à l'image des enfants ;
- Porter les tee-shirts Orchestre à l'École lors de la restitution ;
- Être réactif avec les partenaires du projet pour garantir le bon déroulement du projet ;

- Prendre en charge le reste des interventions et des défraiements kilométriques de l'artiste David Mimey prévues au sein de l'établissement d'enseignement musical.

La structure culturelle JAZZ à Oloron s'engage à :

- Assurer une visite de ses lieux et de ses équipes aux élèves de l'orchestre à l'école du collège Voltaire de Sorgues et de l'orchestre à l'école du collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie ;
- Prendre en charge le cachet du groupe Mandé Brass Bands ainsi que leurs défraiements kilométriques lors de la restitution du projet Fabrique à Musique ;
- Prendre en charge le repas et un hébergement si besoin il y a pour le groupe Mandé Brass Band dans le cadre de la restitution du projet Fabrique à Musique ;
- Mettre à disposition ses locaux et un technicien / une technicienne pour la répétition et le concert de restitution du projet Fabrique à Musique ;
- Déclarer auprès de la Sacem les œuvres jouées lors de la restitution du projet Fabrique à Musique ;
- Réaliser une captation vidéo de la restitution du projet Fabrique à Musique ;
- Être réactive avec les partenaires du projet pour garantir le bon déroulement du projet.

L'artiste David Mimey s'engage à :

- Travailler avec les élèves en collaboration avec l'équipe pédagogique ;
- Présenter son parcours artistique ;
- Transmettre dans le délai imparti le matériel artistique permettant à l'arrangeuse de livrer les partitions et l'outil pédagogique ;

- Faire parvenir ses besoins techniques pour le concert de restitution ;
- Fournir son autorisation de droit à l'image ;
- Être réactif/réactive avec les partenaires du projet pour garantir le bon déroulement du projet.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

Les partenaires signataires qui souhaitent communiquer sur cet événement veilleront à mentionner, dans toute communication relative au projet La Fabrique à Orchestre Sacem x Orchestre à l'École : l'association Orchestre à l'École, la Sacem, la Copie Privée, les Fabriques à Musique, JAZZ à Oloron, le collège Voltaire de Sorgues, le collège des Cordeliers d'Oloron-Sainte-Marie, et le groupe Mandé Brass Band. A cet effet, chaque partenaire fournira logo et/ou photos.

Les partenaires signataires s'engagent à envoyer à l'association Orchestre à l'École tout élément de communication relatif à la vie de ce projet (photos, vidéos, articles de presse...).

L'association Orchestre à l'École se tient à la disposition des partenaires signataires pour inviter conjointement la presse et les partenaires institutionnels locaux et nationaux à assister à la rencontre et au concert de restitution.

ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément au Règlement Général sur la protection des données 2016/679, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité des données vous concernant. Vous avez également un droit de limitation et d'opposition aux traitements de données vous concernant.

Conformément à l'article 40-1 de la loi Informatique et libertés, vous avez également la possibilité de donner des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès.

Vous pouvez exercer vos droits soit en nous contactant à l'adresse asso@orchestre-ecole.com soit en faisant la demande par courrier :

Association Orchestre à l'École
20 rue de la Glacière
75013 PARIS

ARTICLE 7 – BILAN

Les partenaires s'engagent à fournir un bilan à l'association Orchestre à l'École à l'issue du projet.

ARTICLE 8 – LITIGE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents du ressort de Paris, après épuisement des voies de recours amiable.

Fait en 6 exemplaires à Paris, le 15/03/2023

Pour l'association Orchestre à l'École,
Madame Marianne BLAYAU, Déléguée Générale

Pour le collège Voltaire,
Madame Véronique SAIGNES, Principale

Pour le collège des Cordeliers,
Monsieur Jean BOURDAA, Principal

Pour l'École Municipale de Musique et de Danse (EMMD) de Sorgues,
Monsieur Thierry LAGNEAU, Maire

Pour l'École de Musique Intercommunale du Haut Béarn (EMIHB),
Madame Joëlle GARCET LACOSTE, Présidente



Pour le groupe Mandé Brass Band,
Monsieur David MIMÉY

**Convention de financement
Collège Voltaire – Mairie de Sorgues
Projet échange des Classes
à horaires aménagés musicales (CHAM)
de Sorgues et d’Oloron sainte Marie**

CONVENTION

Entre :

Le Collège Voltaire,
68 avenue Georges Braque
84700 SORGUES

Tel : 04 90 39 19 57
Mail : ce.0840033e@ac-aix-marseille.fr
UAI : 084 0033E
SIRET : 198 400 335 00016

Représenté par le Chef d’Etablissement, Madame Véronique SAIGNES

Ci-après désigné « l’établissement »

Et

La Commune de Sorgues
Centre administratif
Route d’Entraigues, CS, 50143
84706 SORGUES cedex

Tél : 04 90 39 71 00
N° Siret: 218401297
Code APE: 751A

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry LAGNEAU, en vertu d’une délibération du 30 mars 2023,

Ci-après désigné « la commune »

Préambule :

Dans le cadre de la section classe à horaires aménagés musicale (CHAM), et du projet de partenariat « Fabrique à musique Sacem x orchestre à l’école », un échange scolaire est organisé avec le Collège des Cordeliers à Oloron Sainte Marie et le Collège Voltaire situé à Sorgues.

Article 1 : Objet

La présente convention fixe le montant et les modalités de la participation versée par la commune au Collège Voltaire pour la réalisation du voyage scolaire à Oloron Sainte Marie.

Article 2 : Projet éducatif, artistique, musical et culturel :

- Permettre une ouverture culturelle et artistique grâce au travail avec le groupe « Mandé Brass band ».
- Découvrir et travailler autour du répertoire de ce groupe, progresser musicalement.
- Favoriser les échanges et la mixité grâce à la rencontre entre deux orchestres CHAM.
- Améliorer l'intégration dans un groupe en fédérant les élèves autour d'un projet à faire vivre ensemble.
- Participer à un concert dans le cadre du festival de jazz à Oloron Sainte Marie.

Classes ou groupes concernés : 3^{ème} CHAM

Nombre d'élèves : 21

Nombre d'accompagnateurs : 6

Dates du voyage : du 28 juin 2023 au 1^{er} juillet 2023

Article 3 : Contribution financière de la ville de Sorgues :

Le Montant prévu de la participation financière de la ville de Sorgues est estimé à 4 500.00 €. Ce montant pourra être revu à la baisse ou à la hausse en fonction des dépenses réelles.

Article 4 : Modalités de versement

La participation sera versée sur présentation du budget final du voyage scolaire.

Article 5 : Obligations

L'établissement se réserve le droit d'annuler la présente convention dans le cas où les financements ne couvriraient pas l'intégralité du projet.

Article 7 : Exécution de la convention

La durée de la convention est limitée à la réalisation de son objet.

Fait en deux exemplaires originaux à Sorgues, le

Pour l'établissement,
Le Chef d'établissement
V. SAIGNES

Pour la commune,
Le Maire
T. LAGNEAU

CONVENTION DE RESILIATION AMIABLE D'UNE PROMESSE DE VENTE

ENTRE LES SOUSSIGNES

1. Monsieur ZARAGORI Benedetti Yves François né le 25/01/1958, résidant 39 rue du Moulin 68460 LUTTERBACH, représentant les consorts indivis ZARAGORI, propriétaire du bien objet de la présente convention

« **PROMETTANT** » *d'une part,*

ET

2. La Commune de SORGUES dont le siège social est le Centre Administratif, Route d'Entraigues, CS 50142- 84706 SORGUES Cedex représentée par son maire Monsieur Thierry LAGNEAU, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du 30 mars 2023

« **BENEFICIAIRE** » *d'autre part,*

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIV :

Par délibération municipale en date du 31 mars 2022, le Conseil Municipal a décidé d'acquérir l'immeuble anciennement dénommé « XXème siècle », cadastré DP 54 située 43 cours de la République d'une surface totale de 90m² composé de deux appartements vacants et d'un commerce lui aussi vacant, moyennant la somme totale de 95 000 euros.

Un compromis de vente a été signé en date du 4 avril 2022 et transmis à Maître DOUX, notaire.

Après la chute de plusieurs tuiles et compte tenu de la présence de fissures de structure sur les façades principales, des expertises judiciaires ont conclu à l'existence d'un péril.

Conformément à la production des différents rapports d'experts, il s'avère que le bâtiment en l'état génère des frais de consolidation de la structure même de l'édifice que la collectivité n'est pas en mesure d'honorer, détournant ainsi cette dernière de son objectif initial de valoriser à moindre frais cet immeuble dans la cadre de la politique de dynamisation du centre-ville.

En effet, ledit bien devra faire l'objet d'une réhabilitation lourde conformément au dernier rapport d'expertise en date du 20 décembre 2022 :

- Réaliser un diagnostic complet de la toiture pour fournir un bilan détaillé de l'état du toit et de la charpente ainsi qu'une liste de recommandations pour permettre de l'entretenir dans les meilleures des conditions ;
- Engager un suivi de la structure pour permettre de qualifier l'évolution des désordres dans le temps avec précision et permettre d'apporter des décisions adaptées ;
- Procéder à des investigations pour déterminer l'origine, la cause et les travaux nécessaires pour supprimer l'humidité rencontrée sur le mur du rez-de-chaussée et la cave ;
- Avant toute réhabilitation, un diagnostic géotechnique G5 devra être engagé afin d'analyser et d'écarter les causes et conséquences des désordres existants en rapport avec le sous-sol.

De fait la promesse initiale portait sur une chose et un prix, qui à ce jour ne sont plus d'actualité ; ainsi réitérer la vente par acte authentique serait contraire aux intérêts financiers de la commune. Cette dernière s'est donc rapprochée des consorts Zaragori afin de conclure une résiliation amiable de la promesse de vente sans versement d'indemnité.

CECI ETANT EXPOSE,

Les parties conviennent des dispositions suivantes

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le promettant et le bénéficiaire s'engagent à rompre la promesse de vente concernant l'immeuble cadastré DP 54 sis 43 Cours de la République d'une superficie de 100m² signée le 4 avril 2022.

ARTICLE 2 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA RESILIATION

Compte tenu du caractère amiable de la résiliation décidée aux termes de la présente convention, le promettant renonce à réclamer à la Commune de Sorgues quelque indemnisation que ce soit au titre de la résiliation proprement dite.

Plus généralement, les parties conviennent qu'il n'y a pas lieu de procéder à quelque reversement de sommes que ce soit, ni à l'indemnisation de quelque préjudice que ce soit au titre de la résiliation.

Les éventuels frais de mutations restent dus par le bénéficiaire au notaire.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINALES DE LA CONVENTION

Sous réserve de la parfaite exécution des dispositions qui précèdent, et comme conséquence de la présente convention, les parties soussignées se reconnaissent quittes et libérées l'une envers l'autre.

Fait à Sorgues, le

En DEUX exemplaires

Signature du Bénéficiaire :

Monsieur Thierry LAGNEAU,

Maire de SORGUES

Signature du promettant :

Monsieur ZARAGORI BENEDETTI Yves François

AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DE VAUCLUSE (CDAD DE VAUCLUSE)

Le présent avenant complète et modifie la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de Vaucluse (CDAD Vaucluse), publiée au recueil des actes administratifs du département de Vaucluse le 21 novembre 2013.

Vu les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, ainsi que par l'ordonnance n° 2019-964 du 18 décembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice,

Vu les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 et relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, et par le décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles,

Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, modifié par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, ainsi que le décret n° 2019-1363 du 16 décembre 2019 relatif à la déconcentration de décisions en matière de groupement d'intérêt public,

Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

Vu le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public,

Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur des groupements d'intérêt public,

Vu les arrêtés du 22 mars 2018 et du 16 juillet 2018 portant délégation du pouvoir d'approbation des conventions constitutives des groupements d'intérêt public « conseils départementaux de l'accès au droit » et « conseils de l'accès au droit »,

Vu l'ordonnance 2016-728 du 2 juin 2016, prise en application de la loi « Macron » du 6 août 2015 qui vise à créer la profession de commissaire de justice.

Les chambres régionales des commissaires de justice se substitueront donc de plein droit aux chambres départementales des huissiers de justice quant à leur représentation au sein du conseil départemental de l'accès au droit.

Il est convenu ce qui suit :

Le préambule désignant les membres du groupement d'intérêt public du conseil départemental de l'accès au droit de Vaucluse et spécifiquement la « chambre départementale des huissiers de justice de Vaucluse, représentée par son président » est modifié comme suit :

« La chambre régionale des commissaires de justice de la Cour d'appel de Nîmes représentée par son président »

Article 4 : Durée

L'article 4 est modifié comme suit :

« Le groupement est constitué pour une durée de trois années, à compter de la publication de la décision approuvant la présente convention. »

Article 18 : Conseil d'administration

L'article 18 dans sa mention la « chambre départementale des huissiers de justice de Vaucluse, représentée par son président » est modifié comme suit :

« La chambre régionale des commissaires de justice de la Cour d'appel de Nîmes représentée par son président »

Le présent avenant signé par les représentants habilités de chacun des membres est conclu sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Avignon, le 13 décembre 2022

En seize (16) exemplaires.

Lu et approuvé,

Le Président du Tribunal Judiciaire d'Avignon, Président du CDAD

Le Procureur de la République près ledit tribunal, Vice- Président du CDAD

Le Préfet de Vaucluse

Le Président du Conseil Régional Provence -Alpes - Cote d'Azur

Le Président du Conseil Départemental de Vaucluse

Le Président de l'Association des Maires de Vaucluse

**Le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Barreau d'Avignon,
et Président de la CARPA du Barreau d'Avignon,**

Le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Barreau de Carpentras

Le Président de la Chambre Départementale des Notaires de Vaucluse

**Le Président de la Chambre Régionale des Commissaires de Justice de la Cour d'appel
de Nîmes**

Le Président de l'Association AMAV

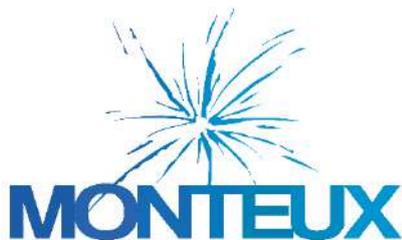
Le Maire d'Avignon

Le Maire de Carpentras

Le Maire de Sorgues

Le Maire de Pertuis

Le Maire de Vaison la Romaine



Convention de partenariat relative au financement du poste de Coordonnateur du Programme de Réussite Educative (PRE)

ENTRE LESSOUSSIGNES :

La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat, d'une part,

ET

La Commune de Sorgues

La Commune de Monteux,

Ci-après dénommés les « co-contractants » d'autre part,

DUREE : Contrat de ville (2023-2028)

PREAMBULE

Dans le cadre du transfert de la compétence « politique de la ville » approuvée par délibération au Conseil Communautaire le 13 juin 2022 entraînant la gestion des contrats « Politique de la ville » des Communes de Monteux et de Sorgues par la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat, la mise en œuvre de la coordination, au niveau communautaire, du Programme de Réussite Educative est incontournable.

Celle-ci doit être portée par un coordonnateur spécialisé dans le domaine de l'éducation, de la parentalité et de l'orchestration d'une dynamique partenariale adaptée au suivi individuel des enfants et adolescents les plus fragilisés dans la continuité de leur parcours scolaire (de la maternelle au secondaire), vivants sur les territoires QPV (Quartier Politique Ville) ou scolarisés en ZEP-REP.

La Communauté d'Agglomération les Sorgues du Comtat soutient le Programme de Réussite Educative, outil indispensable à une politique volontariste en matière d'éducation et de cohésion sociale.

La mise en œuvre du Programme de Réussite Éducative nécessite le recrutement d'un coordonnateur chargé de faire le lien entre les différentes instances (comités de pilotage, technique, équipes pluridisciplinaires de soutien) ainsi que des intervenants auprès des enfants et des familles.

Le contrat de projet correspond à la typologie de mission à exercer au titre de la coordination du Programme de Réussite Éducative relevant de la compétence « politique de la ville de la communauté d'agglomération et concernant les communes inscrites (Monteux et Sorgues)

Cette mission de coordination nécessite de disposer de compétences spécifiques et d'une expertise adaptée au secteur d'activité, dont les missions principales sont :

- Animation et pilotage du dispositif,
- Mobilisation et animation de réseau partenarial (Veille à la mobilisation du droit commun)
- Mise en œuvre de l'adhésion des familles et des parcours
- Veille au développement d'une offre de services adaptée aux besoins du PRE, capitalisation des ressources mobilisables sur le territoire et construction de l'adéquation offre et besoins
- Contribution à l'analyse des problématiques et à la veille éducative dans le cadre des échanges avec l'équipe pluridisciplinaire de soutien
- Organise l'appel à projet, l'instruction des demandes, le suivi des actions, l'évaluation
- Réalisation du suivi et de l'ingénierie technique et administrative du dispositif
- Réalisation du bilan du programme et diagnostic (contribution au diagnostic Politique de la ville)

Ce poste a reçu un financement de la part des partenaires financeurs du Contrat de ville à hauteur de 37 500 € / an pour la durée du contrat de ville, permettant de cofinancer le salaire brut chargé du coordonnateur du programme de réussite éducative.

La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat s'est engagée à prendre en charge l'ensemble des frais liés au poste (salaire, frais de déplacement, d'équipements, administratifs...).

De leurs côtés, les 2 communes, à savoir, la commune de Sorgues et la commune de Monteux ont fait part de leur engagement afin de financer le reste à charge du poste pour la durée du contrat.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du poste Coordonnateur du Programme de Réussite Éducative.

Article 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée du contrat de ville à compter de sa signature.

Article 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat s'engage à financer l'ensemble des dépenses liées au poste (frais de déplacement, d'équipements, administratifs, formation, avantages salariaux, etc.). Ces derniers sont estimés à environ 53 500 €.

La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat s'engage à encadrer le Coordonnateur du programme de réussite éducative qui dépendra de la Direction Proximité et Cohésion des Territoires et à affecter sontemps de travail de manière équitable entre les trois collectivités signataires à savoir :

- 55 % pour la commune de Sorgues
- 35 % pour la commune de Monteux
- 10 % pour la communauté d'agglomération Les Sorgues du Comtat

Les deux communes, Sorgues et Monteux s'engagent à mettre à disposition un bureau aménagé pour l'exercice des fonctions du Coordonnateur dans leurs locaux.

Article 4 - MODALITES FINANCIERES

Les co-contractants s'engagent à verser à la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat sur la durée de la convention la somme de

- Pour la Commune de Sorgues 9 000 € / an
- Pour la Commune de Monteux 4 000 € / an

Ce financement couvrira le salaire brut chargé du poste de Coordonnateur du programme de réussite. Il complètera ainsi la subvention d'un montant total de 37 500 €.

Le règlement interviendra par virement administratif à la signature de la présente convention

Article 5 - AVENANT

Toute modification à apporter à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 6 - LITIGE

En cas de litige portant sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, la compétence juridictionnelle est celle du tribunal administratif de Nîmes.

Article 7 - SIGNATURES

Fait en autant d'exemplaires que de parties, soit 3 exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat
Christian GROS, Président

A _____, le

Pour la Commune de Sorgues
Thierry LAGNEAU, Maire

A _____, le

Pour la Commune de Monteux,
Christian GROS, Maire

A _____, le

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE FONCTIONNEMENT INTERCOMMUNAL DU Relais
Parents Assistantes Maternelles (RAM) de SORGUES
Pour la période 2022-2023**

Entre,

La Commune de SORGUES, représentée par son Maire, Monsieur Thierry LAGNEAU, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du.....

Et,

La commune de CHÂTEAUNEUF-DU-PAPE représentée par son Maire, Monsieur Claude AVRIL autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du

Et,

La commune de JONQUIERES représentée par son Maire, Monsieur Louis BOSCARAT autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du.....

Et,

La commune de CADEROUSSE représentée par son Maire, Monsieur Christophe REYNIER DUVAL autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du

Et,

La commune de BEDARRIDES représentée par son Maire, Monsieur Jean BERARD autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du.....

Il est convenu ce qui suit

OBJET DE L'AVENANT

Dans le cadre des relations partenariales qui lient la commune de SORGUES et les communes de Jonquières, Caderousse, Bédarrides, Châteauneuf du pape, il a été délibéré une convention de partenariat pour le fonctionnement intercommunal du Relais parents Assistantes Maternelles (RAM) pour la période de 2019-2022. Cette convention partenariale a été délibérée au conseil municipal de :

- Sorgues le 13/12 /2018
- Châteauneuf du pape le 25/02/2018
- Jonquières le 6/02/2019
- Caderousse le 9/04/2019
- Bedarrides le 6/02/2019

La commune de Sorgues et la Caisse d'allocation Familiale de Vaucluse étant signataire d'un contrat enfance jeunesse jusqu'en 2022 et après les nouvelles orientations de la convention d'objectifs et de gestion de la Caisse d'allocation Familiale. Celui-ci a été dénoncé pour l'année 2022 pour bénéficier des bonus territoires et aboutir en 2023 sur la Convention Territoriale Globale (CTG).

Ce changement amène à modifier certains articles de la convention initiale. Ces modifications doivent être introduites par voie d'avenant.

MODIFICATION INTRODUITE PAR L'AVENANT

L'article 2 de la convention est ainsi modifié :

« Article 2 : Budget et financement du RAM

Chaque année, le budget prévisionnel de la structure sera proposé et validé en comité RAM.

Toutes les actions non prévues et non inscrites dans le budget prévisionnel devront être validées en comité RAM.

Le compte d'exploitation de l'année N-1 de la structure sera présenté et validé en Comité RAM au plus tard le 31 juillet de l'année N.

La commune de Sorgues porteuse du projet RAM percevra la prestation de service ordinaire RAM et le bonus territoires liée à la convention territoriale Globale de la part de la CAF. Ces prestations seront déduites du coût réel de fonctionnement.

La participation demeurant à la charge des communes sera calculée en fin d'année et répartie entre les communes de Bédarrides, Caderousse, Châteauneuf du Pape, Jonquières, et Sorgues.

La proratisation sera effectuée au regard du nombre de places d'accueil agréées par le Conseil Général sur la base de la liste d'agrément disponible au 1^{er} janvier de l'année écoulée.

Le paiement des communes bénéficiaires se fera par mandat administratif sur émission du titre de recette de la ville de Sorgues. Le titre de recette est effectué sur l'année N pour un Compte de résultat N-1. »

Article 7 : Agrément

L'agrément du RAM de Sorgues sera soumis à la délibération du Conseil d'Administration de la CAF et annexé à la présente convention.

La durée de validité de l'agrément sera indexée sur celle de la convention territoriale globale (CTG)

Article 8 : Durée & Dénonciation

La durée de validité de la convention sera du 1/01/2022 au 31/12/2023. L'exécution financière concernant le compte rendu 2023 s'effectuera en 2024. Aucune dénonciation de cette convention ne pourra se faire avant l'échéance, sauf sur demande motivée d'une commune et après accord à l'unanimité du Comité RAM.

L'adhésion d'une nouvelle commune se fera par voie d'avenant à la présente convention après validation du comité RAM. »

Les clauses de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Fait à Sorgues, le

| | | |
|--|---|--|
| Le Maire de Bédarrides M. Jean BERARD | Le Maire de Caderousse M. Christophe REYNIER DUVAL | Le Maire de Chateauneuf-du-Pape M. Claude AVRIL |
| Le Maire de Jonquières M. Louis BISCARRAT | | Le Maire de Sorgues M. Thierry LAGNEAU |

ANNEXE
RIFSEEP DELIBERATION DU 30 MARS 2023

Le RIFSEEP est composé de l'Indemnité de Fonctions, des Sujétions et d'Expertise liée au poste de l'agent (IFSE) et du complément indemnitaire annuel (CIA). Il est proposé pour la ville de Sorgues :

- de maintenir la première part du RIFSEEP obligatoire, soit l'IFSE (l'indemnité de fonctions, des sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent) ainsi que les critères d'attribution,
- et de préciser le régime indemnitaire des autres cadres d'emplois non concernés par le RIFSEEP.

Les bénéficiaires de l'IFSE

Agents titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné. Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP :

- Les attachés,
- Les bibliothécaires,
- Les rédacteurs,
- Les ingénieurs,
- Les techniciens,
- Les éducateurs APS,
- Les animateurs,
- Les assistants socio-éducatifs,
- Les assistants de conservation du patrimoine,
- Les adjoints administratifs,
- Les agents de maîtrise,
- Les adjoints techniques,
- Les cadres de santé paramédical,
- Les psychologues,
- Les puéricultrices,
- Les infirmiers,
- Les éducatrices de jeunes enfants,
- Les auxiliaires puéricultrices,
- Les ATSEM,
- Les adjoints du patrimoine,
- Les adjoints d'animation.

Définition : part fonctionnelle et part modulable, conditions d'attribution

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Cette indemnité comprend une part fonctionnelle (fixe) ainsi qu'une part modulable, dont les montants sont fixés dans la limite des plafonds déterminés par la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

La part fonctionnelle est déterminée par des groupes de fonctions en tenant compte des critères professionnels suivants :

- Critère 1 : fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, d'influence, notamment au niveau:

- . de l'encadrement et de la coordination,
- . de la responsabilité projet ou d'opération,
- . de l'Influence primordiale ou partagé du poste sur les résultats
- . de la Responsabilité de formation d'autrui
- . de l'ampleur du champ d'action
- . et/ou des missions d'Enseignement

- Critère 2 : technicité, expertise ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, notamment au niveau :

- . de l'expertise
- . de la complexité
- . de l'interprétation

- . de la diversité et simultanéité des projets
- . de l'influence et la motivation d'autrui
- . de la diversité des domaines de compétence
- . d'une technicité particulière
- . et/ou des connaissances de base

- Critère 3 : sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, notamment au niveau :

- . de la tension mentale et nerveuse
- . des relations internes
- . et/ou des relations externes

La part modulable de L'IFSE pourra varier en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères suivants :

- Elargissement des compétences
- Approfondissement des savoirs
- Consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste
- Interaction avec les différents partenaires
- Maîtrise des circuits de décision
- Connaissance des risques
- Autonomie et sens de l'initiative

A noter qu'il convient de veiller à ce que la part modulée ne soit pas supérieure à la part fonctionnelle de l'IFSE.

Chaque agent sera classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertise et de sujétions auquel il est exposé. Monsieur le Maire propose de fixer la part fonctionnelle et la part modulable de cet IFSE selon les critères définis ci-dessus, en retenant les groupes et montant maximum annuels (tableau1) et selon un tableau lié aux fonctions (tableau 2) :

TABLEAU 1 :

| GROUPES (*) | MONTANTS ANNUELS MAXIMUM DE L'IFSE |
|-----------------|---------------------------------------|
| Attachés | |
| G1 (1A) | 36210 € |
| G1 (1A) logé | 22310 € |
| G2 (2A) | 32130 € |
| G2 (2A) logé | 17205 € |
| G3 (3A) | 25500 € |
| G3 (3A) logé | 14320 € |
| G4 (4A) | 20400 € |
| G4 (4A) logé | 11160 € |
| Ingénieurs | |
| G1 (1A) | 46920 € |
| G1 (1A) logé | 32850 € |
| G2 (2A) | 40290 € |
| G2 (2A) logé | 28200 € |
| G3 (3A) | 36000 € |
| G3 (3A) logé | 25100 € |
| G4 (4A) | 31450 € |
| G4 (4A) logé | 22015 € |
| Bibliothécaires | |

| | |
|---|---------|
| G1 (1A) | 29550 € |
| G2 (2A) | 27200 € |
| Psychologues/Cadre de Santé Paramédical | |
| G1 (1A) | 25500 € |
| G2 (2A) | 20400 € |
| Rédacteurs/Educateurs APS/Animateurs | |
| G1 (1B) | 17480 € |
| G1 (1B) logé | 8030 € |
| G2 (2B) | 16015 € |
| G2 (2B) logé | 7220 € |
| G3 (3B) | 14650 € |
| G3 (3B) logé | 6670 € |
| Techniciens | |
| G1 (1B) | 19660 € |
| G1 (1B) logé | 13760 € |
| G2 (2B) | 18580 € |
| G2 (2B) logé | 13005 € |
| G3 (3B) | 17500 € |
| G3 (3B) logé | 12250 € |
| Assistants de conservations | |
| G1 (1B) | 16520 € |
| G2 (2B) | 14960 € |
| Assistants socio-éducatifs/puéricultrices territoriales | |
| G1 (1A) | 19480 € |
| G2 (2A) | 15300 € |
| Educateurs de jeunes enfants | |
| G1 (1A) | 14000 € |
| G2 (2A) | 13500 € |
| Infirmier/Auxiliaire de puéricultrice | |
| G1 (1B) | 9000 € |
| G1 (1B) logé | 5150 € |
| G2 (2B) | 8010 € |
| G2 (2B) logé | 4850 € |
| Adjoints Administratifs/Agent de maîtrise/Adjoints techniques/Adjoints du patrimoine/ATSEM/Adjoints d'animation | |
| G1 (1C) | 11340 € |
| G1 (1C) logé | 7090 € |
| G2 (2C) | 10800 € |
| G2 (2C) logé | 6750 € |

| Régisseurs |
|--|
| Tableau récapitulatif ci-après mentionnant les montants de la part du Rifseep correspondant à la fonction de régisseur (référence arrêté du 3/09/2001) : |
| |

| REGISSEUR D'AVANCES | REGISSEUR DE RECETTES | REGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES | Montant du cautionnement (en euros) | Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros) |
|---|--|---|-------------------------------------|--|
| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (en euros) | Montant moyen des recettes encaissées mensuellement (en euros) | Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement (en euros) | | |
| Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 2 440 | | 110 |
| De 1 221 à 3 000 | De 1 221 à 3 000 | De 2 441 à 3 000 | 300 | 110 |
| De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | 460 | 120 |
| De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | 760 | 140 |
| De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | 1 200 | 160 |
| De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | 1 800 | 200 |
| De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | 3 800 | 320 |
| De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | 4 600 | 410 |
| De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | 5 300 | 550 |
| De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | 6 100 | 640 |
| De 151 001 à 300 000 | De 151 001 à 300 000 | De 151 001 à 300 000 | 6 900 | 690 |
| De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | 7 600 | 820 |
| De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | 8 800 | 1050 |
| Au delà de 1 500 000 | Au delà de 1 500 000 | Au delà de 1 500 000 | 1 500 | 46 |
| | | | Par tranche de 1 500 000 | Par tranche de 1 500 000 |

TABLEAU 2 :

| Niveau de classification | Fourchette moyenne (€) | Nouveau groupe | Simplification |
|---|------------------------|--|----------------|
| DGS, DGA, Directeur et Directeur Adjoint | Mini 400 | G1-1A G1-1B | 0 1 2 |
| Responsable de service | | | |
| ➤ Encadrement (10 agents) ou technicité | 350/430 | G2-2A (1) G3-3A (1) G1-1B (1) G1-1C (1) | 3-1 |
| ➤ Encadrement < à 10 agents | 240/340 | G3-3A (2) G1-1B (2) G1-1C (2) | 3-2 |
| Responsable secteur/Maîtrise | | | |
| ➤ Encadrement ou technicité | 230/335 | G2-2A (1) G4-4A (1) G2-2B (1) G1-1C (1) | 4-1 |
| ➤ Encadrement limité | 210/290 | G2-2A (2) G4-4A (2) G2-2B (2) G1-1C (2) | 4-2 |
| Educateur/Professeur | 150/250 | G2-2A G3-3B G2-2C | 5-3 |
| Gestionnaire | | | |
| ➤ Expertise & Technicité | 190/250 | G4-4A (1) G3-3B (1) G2-2C (1) | 6-2 |
| ➤ Expertise | 160/190 | G2-2B (2) G3-3B (2) G2-2C (2) | 6-3 |
| Secrétaire | | | |
| ➤ Expertise & Technicité | 160/220 | G3-3B (1) G2-2C (1) | 7-2 |
| ➤ Expertise | 160/180 | G3-3B (2) G2-2C (2) | 7-3 |
| Exécutant | | | |
| ➤ Expertise | 160/250 | G2-2C (1) | 8-1 ou 8-2 |
| ➤ Connaissance de base | 120/160 | G2-2C(2) | 8-3 ou 9 |

Conformément à la réglementation, les montants feront l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Périodicité du versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée mensuellement.

Modalités de versement :

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

Les absences :

L'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, maternité, adoption, paternité et en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

Dans la limite de ce crédit global, la collectivité est compétente pour fixer les attributions individuelles.

Exclusivité :

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à savoir :

IFTS

Prime de rendement

PFR

IAT (hors cadres d'emplois des gardiens de police et des chefs de service de police comme indiqué par la délibération du 25 juin 2015)

IEMP

Indemnité de régisseur

ISS (indemnité spécifique de service)

Indemnité de risques et de sujétions spéciales des psychologues

Indemnité de sujétions spéciales

Prime d'encadrement (puéricultrice)

Prime de service

Prime forfaitaire mensuelle

Prime de sujétions des auxiliaires de puéricultrice

Prime spécifique

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires

Indemnités d'heures supplémentaires d'enseignements

Indemnité de suivi et d'orientation des élèves

Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques

Primes de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil

Indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes et salissants.

Cumul possible (prévu par délibération du 25 juin 2015)

IHTS

Indemnité exceptionnelle de CSG

Indemnité horaire pour travail normal de nuit

Indemnité d'astreinte, d'intervention et de permanence

Indemnité de chaussures et de petit équipement

Indemnité de surveillance de cantines et indemnité d'étude surveillée des personnels de l'Etat,

Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

Indemnités horaire pour travail du dimanche et jours fériés

Indemnité des agents des services municipaux d'inhumation

Indemnité de jury et de concours

Règlement des frais occasionnés par les déplacements (voir complément ci-après).

GIPA

Cadres d'emplois en attente de parution des décrets : dans l'attente de cette parution des décrets instaurant ce même régime indemnitaire (RIFSEEP), la délibération du 25 juin 2015 demeure applicable.

Et notamment :

Cadres d'emplois des agents de police et directeurs de police :

Agents relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale, des chefs de service de police municipale et des directeurs de police municipale.

- Indemnité spéciale mensuelle de fonctions :

Montant :

CE des directeurs de police municipale : part fixe d'un montant annuel maxi de 7500 €. Et d'une part variable : 25 % maxi du traitement brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence)

CE des chefs de service de police municipale :

Chef principal 1^{ère} et 2^{ème} classe et chef de service à compter du 3^{ème} échelon : maxi 30 % du traitement brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence)

Chef de service jusqu'au 2^{ème} échelon : maxi 22 % du traitement brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Autres grades, CE des agents de police : maximum 20 % du traitement brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

- IAT : maintien des conditions d'attributions prévues par la délibération du 25 juin 2015.

Cadres d'emplois des professeurs et assistants d'enseignement artistique :

- Indemnités d'heures supplémentaires d'enseignement et indemnité de suivi et d'orientation des élèves : maintien des conditions d'attributions prévues par la délibération du 25 juin 2015

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Règlement des frais occasionnés par les déplacements (mission, stage, changement de résidence, frais de déplacement)

S'appliquent en la matière le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 et le décret n°2020-689 du 4 juin 2020.

Ce décret de juin 2020 modifie les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels territoriaux fixées par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001.

Ces décrets ont défini un régime d'indemnisation des frais de déplacement calqué sur le texte spécifique aux fonctionnaires de l'Etat, sauf dispositions dérogatoires. Le texte relatif aux agents de l'Etat (décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006) sert donc de base de référence aux remboursements des frais des agents territoriaux. Le décret du 4 juin 2020 prévoit la possibilité de déroger au mode forfaitaire de prise en charge des frais de repas en prévoyant leur remboursement au réel sur production de justificatifs de paiement auprès de l'employeur et dans la limite d'un taux de 17,50 € défini par arrêté ministériel dans le cadre du remboursement forfaitaire.

S'appliquent pour la ville de Sorgues les dispositions pour les règlements des frais occasionnés par les déplacements, fixées par cette réglementation.

Sont concernés les agents titulaires ou stagiaires et les agents non titulaires au sens de la loi du 26 janvier 1984.

Les taux de remboursement forfaitaire des frais occasionnés par les déplacements sont de 100% des taux fixés par la réglementation.



**AVENANT A LA CONVENTION DE
MISE A DISPOSITION de Madame
Sabine VIEUX, Technicien
principal de 1^{ère} classe**



Entre

La Mairie de SORGUES représentée par son Maire, Monsieur Thierry LAGNEAU,

Et

La Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat (CASC) représentée par son président, Monsieur Christian GROS,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu, la convention de mise à disposition en date du 8 juillet 2022 de Mme Vieux Sabine auprès de la CASC du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023,

Considérant, qu'il convient de modifier l'article 2 de la convention de mise à disposition en tenant compte du temps partiel de Mme Sabine VIEUX à compter du 1^{er} mars 2023,

ARTICLE 1 : Conditions d'emploi :

Du 1^{er} Mars 2023 au 31 décembre 2023 la Mairie de Sorgues met Madame Sabine VIEUX à disposition de la CASC, à raison de 50 % de son temps de travail afin d'exercer les fonctions de conseillère en prévention.

Organisation des congés annuels : les congés annuels sont fixés par la Mairie de Sorgues après avis de la CASC.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) de Madame Sabine VIEUX est gérée par la Mairie de Sorgues.

ARTICLE 2 :

Les autres termes de la convention susvisée restent inchangés.

ARTICLE 3 : Contentieux :

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes,

La présente convention sera :

- Notifiée à l'intéressée.

Fait en double exemplaire, à Sorgues le

Le Maire,

Le Président,

Thierry LAGNEAU

Christian GROS

ANNEXE

| MANDAT | NOM PRENOM MANDAT | DELEGATION | Indemnités (en % de l'indice brut terminal d l'échelle indiciaire de la fonction publique) |
|----------------------|--------------------------|--|--|
| MAIRE | THIERRY LAGNEAU | MAIRE | 52,62 % |
| Adjoint | STEPHANE GARCIA | FINANCES DEVELOPPEMENT DURABLE | 24 % |
| Adjointe | SYLVIANE FERRARO | SERVICES TECHNIQUES SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COMMANDE PUBLIQUE ET JURIDIQUE | 24 % |
| Adjoint | BERNARD RIGEADE | POLITIQUE DE LA VILLE JEUNESSE SANTE | 20 % |
| Adjointe | PASCALE CHUDZIKIEWICZ | URBANISME – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 20 % |
| Adjoint | DOMINIQUE DESFOUR | SECURITE CIRCULATION REGLEMENTATION ELECTIONS | 20 % |
| Adjointe | CHRISTELLE PEPIN | AFFAIRES SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES ENTRETIEN MENAGER DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX RESTAURATION | 20 % |
| Adjointe | JACQUELINE DEVOS | AFFAIRES CULTURELLES PATRIMOINE CULTUREL MOBILIER | 20 % |
| Adjoint | CHRISTIAN RIOU | FETES ET CEREMONIES ACTIVITES COMMERCIALES LOCALES MARCHES | 20 % |
| Adjoint | JEAN-FRANCOIS LAPORTE | AFFAIRES SOCIALES SECURITE CIVILE RISQUES MAJEURS | 20 % |
| Conseiller délégué | SERGE SOLER | SPORTS | 9 % |
| Conseillère déléguée | EMMANUELLE ROCA | MEMOIRE COMBATTANTE ET ANCIENS COMBATTANTS | 3 % |
| Conseiller délégué | CYRILLE GAILLARD | JUMELAGE | 3 % |
| Conseillère déléguée | PATRICIA COURTIER | PETITE ENFANCE | 3 % |
| Conseiller délégué | THIERRY ROUX | VIE QUOTIDIENNE ASSAINISSEMENT | 3 % |
| Conseillère déléguée | MIREILLE PEREZ | ETAT CIVIL FLEURISSEMENT DE LA VILLE ARCHIVES | 3 % |
| Conseiller délégué | JEAN-FRANCOIS LAPORTE | SECURITE CIVILE RISQUES MAJEURS | 3 % |
| | | | |

| | | | |
|----------------------|---------------------|--|-----|
| Conseiller délégué | MAXENCE RAIMONT-PLA | ENVIRONNEMENT | 3 % |
| Conseillère déléguée | CINDY CLOP | EMPLOI | 3 % |
| Conseiller délégué | CLEMENT CAMBIER | COMMUNICATION | 3 % |
| Conseillère déléguée | DOMINIQUE ATTUEL | ATTRACTIVITE ET VALORISATION DE LA VILLE | 3 % |
| Conseiller délégué | JAOUAD MARBOH | ECONOMIE TOURISME | 3 % |
| Conseillère déléguée | ALEXANDRA PIEDRA | HANDICAP | 3 % |
| Conseillère déléguée | VIRGINE BARRA | INFORMATIQUE TRANSPORT | 3 % |
| Conseillère déléguée | SYLVIE CORDIER | COLLEGES ET LYCEE PROFESSIONNEL | 3 % |
| Conseillère déléguée | MAGALI CHARMET | CULTURE PROVENCALE | 3 % |
| Conseillère déléguée | VANESSA ONIC | CANAUX | 3 % |
| Conseillère déléguée | MANON REIG | PROJET ACCOMPAGNEMENT JEUNESSE | 3 % |
| Conseiller délégué | RAPHAEL GUILLERMAIN | PATRIMOINE HISTORIQUE IMMOBILIER | 3 % |
| Conseillère déléguée | SANDRINE LAGNEAU | ACCUEIL DES PROFESSIONS LIBERALES | 3 % |

ANNEXE

| MANDAT | NOM PRENOM MANDAT | DELEGATION | Indemnités (en % de l'indice brut terminal d l'échelle indiciaire de la fonction publique) | Majoration en % des indemnités perçues |
|-------------------------|--------------------------|--|---|--|
| MAIRE | THIERRY LAGNEAU | MAIRE | 52,62 % | 15 % |
| Adjoint | STEPHANE GARCIA | FINANCES DEVELOPPEMENT DURABLE | 24 % | 15 % |
| Adjointe | SYLVIANE FERRARO | SERVICES TECHNIQUES SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COMMANDE PUBLIQUE ET JURIDIQUE | 24 % | 15 % |
| Adjoint | BERNARD RIGEADE | POLITIQUE DE LA VILLE JEUNESSE SANTE LOGEMENT | 20 % | 15 % |
| Adjointe | PASCALE CHUDZIKIEWICZ | URBANISME – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 20 % | 15 % |
| Adjoint | DOMINIQUE DESFOUR | SECURITE CIRCULATION REGLEMENTATION ELECTIONS | 20 % | 15 % |
| Adjointe | CHRISTELLE PEPIN | AFFAIRES SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES ENTRETIEN MENAGER DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX RESTAURATION | 20 % | 15 % |
| Adjointe | JACQUELINE DEVOS | AFFAIRES CULTURELLES PATRIMOINE CULTUREL MOBILIER | 20 % | 15 % |
| Adjoint | CHRISTIAN RIOU | FETES ET CEREMONIES ACTIVITES COMMERCIALES LOCALES MARCHES | 20 % | 15 % |
| Adjoint | JEAN-FRANCOIS LAPORTE | AFFAIRES SOCIALES SECURITE CIVILE RISQUES MAJEURS | 20 % | 15 % |
| Conseiller délégué | SERGE SOLER | SPORTS | 9 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | EMMANUELLE ROCA | MEMOIRE COMBATTANTE ET ANCIENS COMBATTANTS | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | CYRILLE GAILLARD | JUMELAGE | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | PATRICIA COURTIER | PETITE ENFANCE | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | THIERRY ROUX | VIE QUOTIDIENNE ASSAINISSEMENT | 3 % | 15 % |
| | | ETAT CIVIL | | |

| | | | | |
|----------------------|---------------------|--|-----|------|
| Conseillère déléguée | MIREILLE PEREZ | FLEURISSEMENT DE LA VILLE ARCHIVES | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | MAXENCE RAIMONT-PLA | ENVIRONNEMENT | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | CINDY CLOP | EMPLOI | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | CLEMENT CAMBIER | COMMUNICATION | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | DOMINIQUE ATTUEL | ATTRACTIVITE ET VALORISATION DE LA VILLE | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | JAOUAD MARBOH | ECONOMIE TOURISME | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | ALEXANDRA PIEDRA | HANDICAP | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | VIRGINE BARRA | INFORMATIQUE TRANSPORT | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | SYLVIE CORDIER | COLLEGES ET LYCEE PROFESSIONNEL | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | MAGALI CHARMET | CULTURE PROVENCALE | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | VANESSA ONIC | CANAUX | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | MANON REIG | PROJET ACCOMPAGNEMENT JEUNESSE | 3 % | 15 % |
| Conseiller délégué | RAPHAEL GUILLERMAIN | PATRIMOINE HISTORIQUE IMMOBILIER | 3 % | 15 % |
| Conseillère déléguée | SANDRINE LAGNEAU | ACCUEIL DES PROFESSIONS LIBERALES | 3 % | 15 % |